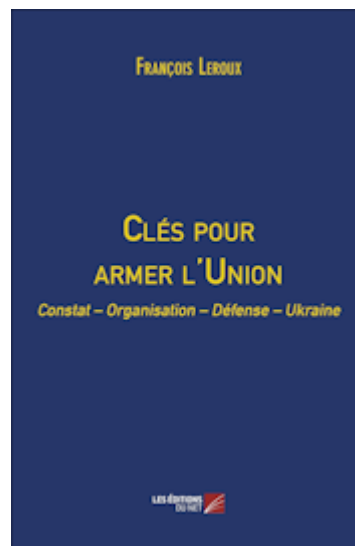


François Leroux

Défense de l'Europe

Extraits de



Effacité – Équité – Solidarité

L'Union en 2025

« Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur.

Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre ! »

Winston Churchill en 1938 après le funeste « *Accord de Munich* »

Depuis la création de l'Union, il y aura bientôt soixante-dix ans, le monde a radicalement changé, mais pas elle ! Elle a toujours son organisation et son mode de fonctionnement qui ont été pensés par et pour un « Club de six, puis douze, pays d'Europe occidentale sous protection américaine ».

Aujourd'hui, l'Union a vingt-sept membres ayant des niveaux de développement très différents et dont une moitié vient du glacié soviétique, ou en était très proche.

L'ordre mondial institué après la dernière guerre est mort à la suite du réveil des ex-Empires : Russie, Chine, Ottoman (Turquie), auxquels s'ajoutent maintenant les États-Unis. Tous veulent récupérer des territoires, qui leur ont appartenu autrefois, ou pas. Il n'y a plus d'alliés, que des adversaires à conquérir. Et dans cette curée, notre pacifique Union est bien placée pour être dépecée par la Russie de Poutine et par les États-Unis de Trump. Aussi, continuer à compter sur les Américains pour assurer sa protection, revient à confier la garde de la bergerie à des loups ! Après l'affaire des sous-marins australiens en 2022, il y a maintenant le Groenland !

Beaucoup de rapports, de livres, préconisent à l'Union de prendre des décisions importantes pour sa survie. Mais, avec ses règles de fonctionnement rigides n'ayant que peu évolué en dépit des élargissements successifs, d'un monde devenu une jungle et d'un protecteur qui n'a plus aucune raison ni envie de l'être encore, elle n'est pas en mesure de les mettre en œuvre, sinon avec des délais beaucoup trop longs et des investissements très importants... D'où la conviction très partagée d'une impossible défense européenne autonome.

Ce que je récuse !

L'attaque de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 m'a amené à réfléchir à nouveau à notre Union, à sa Défense, à l'Ukraine, à consulter des sites Internet officiels, puis à écrire un premier essai, complété et approfondi par celui-ci, pour préconiser des mesures essentielles et de bon sens :

- Repenser son organisation et son mode de fonctionnement ;
- Concevoir une Défense autonome majoritairement équipée en matériels européens, qui tienne la Russie à distance et devienne la troisième Puissance militaire mondiale !
- Aider l'Ukraine à reconquérir l'intégralité de son territoire, même en l'absence de contributions américaines.

Un regard extérieur pour de tels objectifs est souvent très utile, car il n'est pas soumis à un passé révolu, dont il est toujours difficile de se défaire pour ceux de l'intérieur.

Trump à Washington, Poutine à Moscou, Xi Jinping à Péking, un environnement très perturbé, une Union désunie avec vingt-sept armées non coordonnées rendent, indispensables et urgentes pour sa survie, de très profondes remises en cause.

DECLIN DE L'UNION

Qu'il est loin le temps où notre Union était admirée et enviée par beaucoup d'étrangers ! Elle est devenue le maillon faible d'un Occident composé « *d'Herbivores repus* » qui, après avoir dominé le monde, a accumulé les échecs et bat maintenant lamentablement en retraite, sans combattre, devant des « *Carnivores affamés et revanchards* » partis à la conquête d'un monde qui nous lâche et se met à nous détester, en nous imputant l'entière responsabilité de leurs malheurs...

Par ailleurs, elle s'autodétruit, notamment, quand elle achète plus de 70 % de ses armements à l'étranger, conséquence de sa soumission aux États-Unis, de ses désunions, des méconnaissances de la « *chose militaire* », alors que des matériels équivalents existent dans l'Union la plupart du temps, et que rien n'est fait pour qu'il en aille autrement.

Les conséquences de ces achats massifs à l'étranger sont très graves et multiples :

- Ils la rendent de plus en plus dépendante des Américains ;
- Ils l'appauvrissent au lieu de lui permettre de développer ses activités industrielles et ses compétences dans les technologies de pointe ;
- Ils dévaluent les armes européennes qui ne pourront plus s'exporter et condamneront ainsi à terme proche des secteurs majeurs. Pour une économie qui stagne, et même décroche dans bien des domaines, dont des secteurs de pointe, ces importations sont à stopper d'urgence ;
- Ils renchérissent et rendent plus aléatoire la maintenance des armements, particulièrement sur les champs de bataille, et certains peuvent être soumis à des autorisations, voire à des interdictions d'usage, comme en Ukraine avec certaines armes occidentales.

S'agissant du militaire et du spatial, c'est notre souveraineté et notre sécurité collective qui sont en jeu, ainsi que notre capacité en cas de conflits à utiliser nos armes sans contraintes étrangères. Exemple : les ogives nucléaires américaines positionnées en Europe ne peuvent être utilisées qu'après leur activation par le Président américain.

Il est aussi de bon ton, au titre d'une prétendue morale, d'être contre la vente d'armes à certains pays. Certes, mais si ces pays ne peuvent pas se fournir chez nous, ils s'approvisionneront chez nos concurrents moins regardants, ou moins tartufes. Or, s'ils utilisent nos équipements nous pouvons garder un relatif contrôle, par des performances bridées – confère les Américains pour l'Ukraine – par l'après-vente, par d'amicales pressions, ou par des téléneutralisations. Sans l'apport des exportations, nos industries militaires et spatiales seraient condamnées.

À quel jeu maléfique joue le Chancelier allemand quand il débloque un budget de cent milliards pour acheter des avions et des hélicoptères aux États-Unis, des systèmes de défense aérienne à Israël, au lieu d'acheter leurs équivalents européens ? Et, dans le même temps, il refuse de fournir aux Ukrainiens ses missiles germano-suédois Taurus dont ils ont le plus grand besoin, et de vendre à l'Arabie saoudite des Eurofighter Typhoon, conçus, développés et fabriqués par plusieurs pays de l'Union, dont le sien !

A-t-il conscience que l'industrie européenne, y compris la sienne, est en plein déclin ?

La décision d'exporter – ou pas – des matériels militaires ou de hautes technologies devrait être prise par un **Comité de Défense**, défini plus loin, à une majorité renforcée, et non par un État, qu'il soit petit ou grand. Il est par ailleurs difficile de comprendre qu'un État de l'Union se permette d'imposer ses règles alors qu'il est entièrement soumis, inféodé, aux États-Unis.

IMPASSE MILITAIRE

Une conviction très partagée est que seuls les États-Unis peuvent assurer notre défense, ou qu'il faudrait des années et dépenser des sommes considérables pour y parvenir sans eux !

Effectivement, que peut faire une Union qui a :

- Un PIB de 18 000 milliards face à 2 100 ?
- Une population de 450 millions face à 145 ?
- Un budget militaire, en 2022, de 270 milliards\$ face à 72 ?

Surprenant pour qui découvrirait cette comparaison, d'autant plus que ce budget de 270 Mrds\$ était très proche de celui de la Chine qui veut rattraper les États-Unis et leur tenir tête !

Je conteste formellement cette conviction.

Je vais suggérer une organisation qui devrait permettre de se doter, en un an et à budget constant, d'une défense autonome d'un haut niveau ! Restera à investir d'une façon urgente et pertinente dans nos tissus industriels pour que nos armes soient majoritairement européennes.

TROIS QUESTIONS PREALABLES

1. **Est-il prudent et décent, en 2025, que l'Union s'en remette aux États-Unis pour assurer sa sécurité ?**

La réponse est NON : c'est irresponsable et indécent !

2. **Peut-on avoir une défense autonome avec des armements en provenance de l'étranger ?** La réponse est NON !

Le point fondamental d'un armement est sa propriété intellectuelle, qui appartient à son concepteur, ce qui implique qu'il soit conçu par une société européenne.

« L'armement doit pouvoir être entretenu, modifié et utilisé par les armées clientes sans autorisation ni restriction [de pays tiers] » (Jean-Louis Thiériot, député, spécialiste défense).

Cet aspect fondamental est ignoré par une majorité de nos dirigeants alors qu'ils ont l'exemple de l'Ukraine, victime de restrictions d'usage d'armes américaines et d'une interdiction suisse.

3. **Peut-on avoir une défense efficace avec vingt-sept, et plus à l'avenir, armées indépendantes ?** La réponse est NON !

Si « *l'union fait la force* », a contrario la désunion actuelle engendre la faiblesse et les gaspillages.

D'après la légende rapportée par Tite-Live, sous le règne de Tullus Hostilius, troisième roi de Rome (673-641 avant notre ère), une guerre meurtrière eut lieu entre les habitants de Rome et ceux d'Albe-la-Longue. Pour mettre fin à ce conflit, les chefs des deux peuples conclurent un accord : trois frères défendront leur ville, les Horaces pour Rome et les Curiaces pour Albe. Tite-Live raconte :

Phase I du combat : deux morts chez les Horaces, trois blessés chez les Curiaces.

Phase II : l'Horace, se retrouvant seul face à trois adversaires, feint de s'enfuir. Les Curiaces le poursuivent mais se désunissent. Alors l'Horace s'arrête, se retourne, va au-devant

du premier Curiace et le tue. Puis, il rejoint le deuxième et le tue. Quant au troisième, épuisé, il subit le même sort que ses frères. C'est ainsi que Rome fut déclarée victorieuse ! Cette référence, certes très ancienne, permet de montrer qu'en cas d'attaque de l'Union, ou de l'un de ses membres, avec nos vingt-sept armées dispersées, indépendantes, non coordonnées, la plupart petites ou inaptes au combat, soumises aux décisions de leurs instances gouvernementales, nous serions assurément les Curiaces.

Un autre exemple, très actuel, confirme : la lumière d'une ampoule électrique résulte de mouvements désordonnés de particules dans le filament mis sous tension. En ordonnant ces mouvements, avec la même énergie dépensée, on obtient des rayons laser aux performances sidérantes !

Aussi est-il urgent de concevoir – enfin – la **Défense de l'Union**, celle de ses membres actuels et futurs. Ne pas le faire serait incompréhensible, irresponsable, suicidaire !

Au lieu de cela, que se passe-t-il actuellement ? *Challenges n° 860 – 30 janvier 2025 :*

« Les Vingt-Sept se déchirent sur les achats d'armements »

Le projet de règlement Edip visait à développer l'approvisionnement auprès de groupes européens. Il provoque une guerre de coulisses terrible entre États membres. »

Pendant que les pays se déchirent, il ne se passe rien et notre défense reste la base des chantages du Président américain qui pourra jouer avec les restrictions d'utilisation de nos armes américaines au gré de ses « deal » avec la Russie, notamment.

Pouvons-nous encore compter sur la protection américaine avec Donald Trump, Elon Musk et leurs affidés qui soutiennent les extrêmes droites et veulent nous imposer une défense à 5 % à base de matériels américains, évidemment... tout ça pour notre soumission qui n'a que trop duré. À 3 % et – en nous organisant intelligemment – nous ne serions plus dépendants des Américains !

Quant à leur volonté de promouvoir les partis d'extrême droite en Europe, le jour où ceux-ci deviendront majoritaires, il n'y aura plus d'Union ! C'est aussi simple que cela et ça tombe bien, c'est exactement ce que souhaitent nos « *fidèles alliés et protecteurs* » !

Mon Dieu, gardez-moi de mes amis... et de mon aveuglement !

Pouvons-nous avoir une défense autonome à court terme ?

Pour moi, la réponse est OUI, à condition que la Commission s'organise en conséquence.

Il ne faut surtout pas partir d'une page blanche car ce serait l'échec assuré. Il faut partir de l'existant, puis l'exploiter rationnellement !

Pour y parvenir, l'Union doit créer de toute urgence un « **Comité de Direction** », un « **Comité de Défense** », un « **Commandement Commun des armées de l'Union** », faire un Inventaire des moyens des vingt-sept armées, puis les organiser, les coordonner.

L'Union a en son sein l'armée française, qui est la seule à être opérationnelle et aguerrie, à couvrir l'ensemble des domaines militaires, disposant d'une force de dissuasion nucléaire crédible et autonome, et à être équipée en matériels européens pour l'essentiel. Certes, elle n'est ni conçue ni équipée pour des combats de haute intensité et de longue durée. Mais, si les moyens dont disposent les vingt-six autres armées sont additionnés, l'ensemble étant sous un **Commandement Commun**, selon des modalités qui sont exposées dans des chapitres à suivre, la **Défense des membres de l'Union (DMU)** sera réalisée et elle se situera au troisième rang mondial, certainement au-dessus de l'armée conventionnelle russe en pleine reconstruction.

Un beau défi – réaliste – pour 2025, nécessité faisant loi, à un moment où la Russie est très affaiblie par ses trois années de guerre en Ukraine, ses morts et blessés graves, son exode de cerveaux, les destructions de sites névralgiques et les sanctions.

La défense actuelle de l'Union est illusoire pour plusieurs raisons :

1. Une absence de maturité politique – et militaire –, de vision, de volonté, pour assumer notre destin et nous libérer de la tutelle américaine, infantilisante, paralysante, mortifère, et de plus en plus hypothétique.

L'Union doit se doter de tous les attributs d'une Grande Puissance Militaire pour s'imposer dans ce monde qui ne respecte que la force ; pour ne plus être méprisée et vulnérable ; pour être une voix qui compte au plan international ; pour cesser d'être la « vache à lait » des conflits non résolus... qui, avec le temps, deviennent inextricables et dont la responsabilité est systématiquement attribuée aux Occidentaux !

2. Une organisation figée, qui se cramponne encore à un Occident en paix sous protection américaine, qu'il n'est plus, alors que les dangers majeurs viennent de l'Est, comme la plupart de nos nouveaux et futurs membres, tous victimes des Soviétiques et prochaines cibles de Poutine... Le poison du déni !
3. Une insouciance et un nombrilisme largement partagés qui nous empêchent de nous unir, de nous organiser, de nous assumer, pour avoir la capacité de nous opposer aux folles prétentions territoriales de ceux qui veulent la mort de l'Union.
4. Vingt-sept principautés indépendantes qui *tirent la couverture à elles* : dans le contexte actuel, c'est la fin programmée de notre Union, de nos libertés, de nos modes de vie, de la paix !

Les choses étant ce qu'elles sont, si nous aspirons à rester en paix, nous n'avons qu'une seule solution : avoir notre propre défense et d'un très haut niveau. Pour ce faire, nous devons mettre sur pied une organisation totalement différente et obliger les pays les plus riches de l'Union à contribuer – enfin – à la défense commune !

Nous devons aussi réinvestir dans les secteurs militaires, dans le spatial, dans la recherche et les technologies d'avenir, et multiplier les coopérations européennes du type « Airbus », devenu le n° 1 mondial de l'aviation civile. Nous avons encore de nombreux domaines d'excellence, notamment dans les secteurs de la défense, et une dissuasion nucléaire d'un très bon niveau... encore faudrait-il mobiliser tous ces potentiels, les développer, les financer... et croire, enfin, en nous !

Il faut aussi totalement reconsidérer les doctrines militaires héritées du siècle dernier. Quand on voit l'hécatombe des chars et des véhicules blindés russes détruits par de simples petits drones ukrainiens, faut-il encore avoir de tels matériels ? Et ceci, n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Tout est à réinventer dans tous les domaines, et en premier dans le domaine militaire.

C'est d'autant plus important et intéressant pour l'Europe qu'elle pourrait ainsi rattraper son retard à moindres frais, la guerre électronique devant permettre de se passer de certains gros équipements, chars ou autres, ou d'en avoir beaucoup moins. Mais là aussi, il faut une démarche commune et non chacun dans son coin !

NUCLEAIRE : ARME DE CONQUETE...

Le nucléaire est une arme de dissuasion pour les Démocraties qui en sont dotées. Il est une arme de conquête pour les Autocraties... sans avoir à l'utiliser !

Un thème de réflexion pour les Stratèges occidentaux qui feraient bien de passer outre au plus vite aux chantages russes s'ils ne veulent pas offrir les démocraties aux autocraties.

CITATIONS

En conclusion de ce bien triste bilan, et en introduction aux préconisations qui vont suivre, je vais citer le début de la conclusion du livre « *Vers la Guerre ?* », chez Plon, de Sébastien Lecornu, Ministre des Armées, dont je recommande la lecture. Il m'a largement conforté dans mes convictions, mais je tiens à préciser que je l'ai lu après avoir écrit le mien.

« Nous ne sommes plus en paix.

Lucidement, nous devons nous appliquer à regarder en face le monde lourd de périls et de menaces. L'Iran poursuivra sa stratégie de déstabilisation et maintiendra, avec la Corée du Nord, sa volonté de prolifération nucléaire. La Chine poursuivra son agenda de puissance et posera des défis de sécurité majeurs, notamment avec Taïwan, mais aussi dans la compétition amorcée avec les États-Unis. Le Moyen-Orient connaît un des pics de tension les plus graves depuis 1948, avec un risque permanent de régionalisation du conflit. Les réseaux terroristes islamistes n'ont non seulement pas disparu, mais ils se réorganisent dans plusieurs régions du monde.

Quant à la Russie, c'est bien elle qui nous a choisis comme adversaires. Le système politique construit autour de Vladimir Poutine a désormais besoin de l'Occident comme ennemi pour tenir sa dialectique interne, et sa stratégie d'influence externe, y compris vis-à-vis des pays en développement. La guerre en Ukraine aura certes affaibli la Russie, lui créant des dépendances avec la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran. Mais, comme pour une bête affaiblie, cette situation aura pour effet de la fixer assez durablement dans une posture dangereuse. Malgré la Géorgie, la Crimée, l'invasion de l'Ukraine, le chantage nucléaire, les ingérences agressives et les attaques cyber, certains esprits continuent de nier l'immense enjeu de sécurité que pose à l'Europe l'actuel régime du Kremlin. Il est vrai qu'on trouvait encore dans les médias, début 2022, des commentaires pour nous dire que la Russie massait ses soldats à la frontière pour un simple entraînement ! Nous aurons toujours des esprits faibles ou mal intentionnés pour nous conseiller de caresser la gueule du loup, en espérant le raisonner. Les dirigeants des États autoritaires nous ont appris pourtant qu'ils disent ce qu'ils vont faire, et font effectivement ce qu'ils avaient dit.

La menace est durable, au-delà même de l'issue de la guerre en Ukraine. Il faut nous y préparer et apprendre à tenir ce rapport de force qui s'impose à nous, ce qui n'obéit en rien à une logique escalatoire. [...] »

L'Union actuelle est désespérante... mais sa situation n'est pas encore désespérée...
si elle se réinvente très rapidement afin d'être une puissance militaire, équipée d'armes européennes, qui puisse tenir à distance les fantasmes d'Empires très agressifs.

Je souhaite aussi faire référence à cinq articles de « *The Economist* » parus dans la revue Challenges, n° 857 du 9 janvier 2025.

1. « Ukraine : Triste fin de partie

Faute d'aide suffisante, Kiev est trop faible pour négocier une paix juste. »

2. « L'Europe veut la paix ? Qu'elle se prépare à la guerre !

Mais aucun grand pays n'y semble prêt.

Le seul moyen pour l'ours russe de retrouver son statut de grande puissance est de détruire l'OTAN, l'UE et la crédibilité des démocraties. »

3. « À l'Europe de forger son destin

Va-t-elle s'accrocher à l'Amérique, faire cavalier seul ou le gros dos ? En perspective un nouveau rideau de fer si la "*paix trumpiste*" favorise Poutine. »

4. « Aux armes, Européens !

Le conflit en Ukraine stimule l'investissement dans les entreprises de défense du Vieux Continent. »

5. « Le déclin de la dissuasion américaine

Le décalage entre l'instabilité mondiale et la puissance américaine deviendra flagrant.

Les tendances isolationnistes de Trump l'empêcheront de restaurer la puissance américaine sur le long terme. »

Et il me paraît important de rappeler les propos de Winston Churchill à la suite des « Accords de Munich », le 30 septembre 1938 :

« Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur.

Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre ! »

L'Union est face au même dilemme avec les agressions de la Russie. Pourrions-nous nous souvenir de 1938 et des conséquences de nos faiblesses d'alors ?

Dans un autre ordre d'idée, n'est-il pas inouï que l'**Agresseur**, récidiviste qui plus est, prétende imposer une démilitarisation de l'**Agressé**, pour accepter un cessez-le-feu puis un accord de paix ? Ce serait lui apporter l'Ukraine sur un plateau ! Le Président américain ira-t-il jusque-là pour « son ami » Poutine et ses intérêts personnels... très mal compris ?

Si c'est le cas, représentera-t-il encore les États-Unis ?

J'ose espérer que les principaux pays européens n'accepteront pas une capitulation obligée de l'Ukraine, et qu'ils lui donneront les moyens de continuer le combat dans de meilleures conditions.

Révolution

*« L'avenir n'est pas ce qui va arriver,
mais ce que nous allons faire. »* Henri Bergson

L'Union Européenne devrait faire du 24 février 2022 la date fondatrice de sa Renaissance, comme le fut le 14 juillet 1789 pour la France : un monde s'était effondré, un monde nouveau s'est construit sur des bases radicalement différentes qui ont fait émerger, notamment, la démocratie, le Code civil, la « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* » : égalité des droits, liberté d'opinion et de la presse, respect de la propriété, etc. Toutes choses auxquelles nous tenons, que nous avons reçues en héritage et que nous devons transmettre...

Mais ce n'est pas avec la passivité, l'immobilisme, les blocages mentaux, les désunions, que notre Union pourra survivre, se développer et transmettre cet héritage !

Pendant des décennies, nous avons un adversaire en commun avec les Américains : le Bloc Soviétique, devenu la Fédération de Russie en 1991.

Puis, les prétentions folles du Président Poutine et l'émergence de la Chine, avec sa volonté de devenir la première puissance mondiale, d'annexer Taïwan et d'autres territoires, ont bouleversé les équilibres. Ainsi, les convergences occidentales sont clairement devenues des divergences.

Ces faits majeurs, auxquels il faut ajouter l'imprévisibilité du Président Trump, avec tous les pouvoirs à sa disposition, nous obligent à prendre nos distances avec la tutelle américaine : elle est de moins en moins protectrice, elle nous empêche d'organiser notre propre défense et de mener nos propres politiques extérieures faute d'avoir une capacité militaire crédible. Cette tutelle est devenue très nocive, indécente, inepte ! Nous avons les moyens – et le devoir – de nous comporter en ADULTES RESPONSABLES.

Or, pour devenir la troisième Puissance Mondiale, il ne faut pas dépenser plus, il faut dépenser mieux, avec une organisation totalement différente et la volonté d'être ce que nous devrions être, et que de nombreux pays attendent que nous soyons : **une Puissance de Paix et d'Équilibre !**

Quand on voit les agissements de notre grande voisine de l'Est au mépris de toutes les conventions internationales, il est urgent que l'Union et sa future Défense définissent des types d'interventions musclées pour apporter des réponses adaptées très rapidement à ses forfaitures. Et qu'elle les affiche, le préventif étant bien préférable au curatif, surtout dans ce domaine. Il est très dangereux pour nous tous, de la laisser faire sans réagir... ou avec de vagues sanctions, trop souvent inefficaces, et qui font de l'agresseur la victime aux yeux de nombreux pays tiers.

Poutine, comme Trump, ne connaissent et ne respectent que la FORCE.

La Moldavie, la Géorgie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Finlande, etc. seront ses prochaines cibles si nous restons les bras croisés.

Les États-Unis n'ont pas levé le petit doigt pour la Crimée, ni pour le Donbass, contrairement à leurs engagements formalisés par plusieurs traités qu'ils ont signés. Réagiraient-ils pour les États Baltes ? C'est peu probable, d'autant plus que la Russie est dotée de l'arme nucléaire.

Que serait-il advenu si la Russie avait conquis l'Ukraine en quelques jours comme elle le pensait ? Très certainement RIEN, si ce n'est quelques sanctions pour le principe... qui l'auraient encouragée à continuer ses annexions !

Il faut sortir d'urgence de notre apathie et s'assumer collectivement. Je pense que la création d'un **Comité de Direction**, avec une participation de pays qui ont été sous la férule soviétique, devrait contribuer à cette indispensable prise de conscience collective. Et un **Comité de Défense** devra organiser la défense de l'Union (DMU) et celle de l'Europe (DDE).

Les préconisations exposées plus loin, pour la **Reconstruction de l'Union** et pour **l'Organisation de sa Défense** devront être initialisées avant d'aller négocier une nouvelle organisation de la Défense européenne avec Donald Trump, et avec le Secrétaire général de l'OTAN.

Il est aussi impératif que l'Union réalise ces préconisations pour ne pas être prise au dépourvu par les armées russes sur ses terres, comme cela a toutes les chances d'être si rien de sérieux n'est entrepris. Si c'est le cas, elle ne pourra alors que s'en prendre à elle-même, avec toutes les conséquences dramatiques qui en découleront, pour elle, pour ses membres et futurs membres.

Les États-Unis seraient prêts à s'engager contre la Chine afin de préserver l'indépendance de Taïwan, mais refusent de le faire en Ukraine contre la Russie ! Leurs raisons sont évidentes :

- L'Ukraine et l'Europe n'étant plus stratégiques pour eux, ils n'ont plus aucune raison de payer et de mourir pour une Union qui est assez grande et riche pour assurer sa propre défense !
- Ils sont actuellement dépendants des technologies taïwanaises pour leurs équipements de pointe, militaires et civils. Pour cette raison, ils ne peuvent pas accepter que Taïwan soit annexé par la Chine avant qu'ils n'aient mis fin à cette dépendance. Ce qui est en cours.

Quant à la Chine, elle a trois bonnes raisons de récupérer Taïwan :

- Annexer un territoire qu'elle considère comme chinois ;
- S'appropriier ses technologies et en priver les Occidentaux ;
- Contrôler totalement le détroit de Taïwan et la mer de Chine, zones maritimes très stratégiques pour tous les pays, et particulièrement pour les pays occidentaux.

Nous vivons en paix depuis trois générations. Manifestement, les folies guerrières inqualifiables de Poutine n'ont pas sorti de leur hypnose nos dirigeants, qui sont de la deuxième, voire de la troisième génération... ni nos peuples, hélas ! Poutine, serait-il un hypnotiseur hors pair ? En tout cas, il en a tout l'art !

Tous les Européens doivent d'urgence se réveiller et se mettre en « *esprit de guerre* », puis s'organiser et s'armer intelligemment afin de dissuader la Russie d'attaquer ses membres les uns après les autres au lieu de l'attirer par notre passivité et notre défense d'opérette qui feront de nous les « Curiaces de la phase II » face à « l'Horace » russe.

Comment pouvons-nous être sourds, aveugles, inconséquents, naïfs à ce point alors que Poutine, aidé par ses despotes amis, souffle avec un grand succès sur les braises de tous les points chauds du globe ? Plus toutes ses actions de désinformation sur les populations occidentales et sur celles du « *Sud Global* » pour les convaincre que leur avenir est avec la Russie et non avec ces Occidentaux « *impérialistes et dégénérés* ». Le plus invraisemblable, c'est que ça marche, y compris chez nous, alors qu'elles ne peuvent pas ignorer les horreurs pratiquées par les dictatures successives russes et chinoises, en premier lieu sur leurs propres populations !

Même en temps de paix, notre impuissance militaire nous dévalorise totalement en nous empêchant de tenir le rang qui devrait être le nôtre, comme l'a prouvé récemment « *la gifle* »

que nous a administrée le gouvernement israélien lors d'une tentative de médiation entre eux et les Palestiniens. Notre seul rôle est de payer à fonds perdu puisque nous finançons les constructions, puis les destructions, puis les reconstructions, etc.

C'est sans fin, comme la détresse des populations concernées ! Un peu d'amour-propre, de réalisme, ne nous feraient pas de mal.

Alors qu'il est de plus en plus probable que notre « *protecteur* » nous lâche à court terme, chacun y va de ses hypothèses, non suivies d'actions coordonnées. Le Président Macron prêchait dans le désert pour une défense européenne à la Sorbonne en 2017. Ses propos du 26 février 2024 ont déclenché des réactions totalement irresponsables dans un contexte de guerre.

Quant aux initiatives de réarmement, elles sont incohérentes, destructrices de notre économie, et seront improductives tant qu'il n'y aura pas un **Commandement qui coordonne l'ensemble des armées de l'Union**, qui ait l'expérience des conflits, pour organiser et mettre en ordre de bataille l'ensemble des moyens et des actions. Il ne faut pas oublier qu'un seul État sur les vingt-sept dispose d'une armée complète et d'une réelle expérience de la guerre, expérience qui ne s'improvise pas : elle s'acquiert à l'épreuve du feu, avec ses drames ! À ce sujet, il est intéressant de noter que plusieurs pays ont envoyé des troupes au Sahel pour acquérir cette expérience auprès des Français.

Vingt pays viendraient de décider d'acheter ensemble leurs armements. Très bien, mais qu'en est-il de la complémentarité, des redondances, des oublis ? Les fournisseurs européens seront-ils consultés et privilégiés ?

C'est toujours le règne de l'amateurisme, la guerre étant restée une fiction pour beaucoup de responsables, et son Art une inconnue.

Les bonnes intentions, c'est bien, mais ça ne fera pas une armée efficace pour une guerre de haute intensité.

Dirigeants de l'Union : Réveillez-vous, Unissez-vous, C'EST VITAL pour nous tous !

L'Union doit se réinventer !

« On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré. »

Albert Einstein

L'Union, et son environnement, étant radicalement différents de ce qu'ils étaient à l'époque des Traités de Rome (1957) et de Maastricht (1992), elle est condamnée à se réinventer et à développer une grande solidarité et coopération entre ses membres, afin que les décisions qui la concernent, ou l'impliquent, soient prises à Bruxelles et non imposées par Washington, Moscou ou Pékin !

Elle ne peut plus être un « Club Med » d'un passé révolu, inféodé aux Américains.

Juin/Décembre 2024 : les députés sont élus pour cinq ans et la nouvelle Commission est réellement opérationnelle depuis janvier 2025. Il faut absolument en profiter pour concevoir de nouvelles organisations, puis les soumettre à un référendum paneuropéen.

L'Union est face à son destin, qui est aussi celui des vingt-sept pays qui la composent. Elle doit faire de 2025 l'année de sa Défense, de son Émancipation, de sa Reconstruction.

- Soit, elle continue à être le paillason du monde et mise à mal par les reconquêtes de Poutine, des pays de l'Union étant ses prochaines cibles. Notre civilisation rejoindra alors dans les livres d'histoire les grandes civilisations disparues.
- Soit, nous prenons conscience que nous valons mieux que ces renoncements et que, vis-à-vis de nos descendances, nous devons nous comporter en adultes responsables. Cette option implique des changements importants dans les Institutions de l'Union pour qu'elle devienne maîtresse de son destin et ne soit plus résignée, soumise, méprisée ! Et ce n'est même pas une question d'argent ! Seulement une question d'organisation, de clairvoyance, de volonté, d'amour-propre !

« *L'union fait la force* » dit le proverbe... à condition que chacun respecte les autres, coopère et se coordonne avec eux. Dans notre Union, il ne doit plus y avoir du « *chacun pour soi* ». Tous les pays appartiennent à une même équipe, avec des points forts et des points faibles, et l'on doit en priorité s'appuyer sur les points forts de chacun. L'efficacité doit primer.

Que pèse chacune de nos petites nations face aux mastodontes qui dominent le monde ? Rien, ou si peu ! Seule notre Union sera en mesure de leur tenir tête, encore faut-il que nous le voulions, que nous nous en donnions les moyens, que nous agissions très vite et ensemble ! Sinon, quel est l'intérêt de cette Union si chacun y joue sa propre partition ?

À vingt-sept pays et plus, tous très différents les uns des autres, mais complémentaires, cette Union doit avoir maintenant pour but principal de préserver la survie de notre civilisation, de nos identités, de nos libertés, de nos niveaux et modes de vie, dans un monde très hostile où les autocraties et les ploutocraties veulent étendre leurs emprises basées sur la dictature, la corruption, le mensonge, la violence, la domination, l'appropriation, la privation des libertés fondamentales !

Pour toutes ces raisons, outre les guerres en Ukraine et en Palestine, notamment, nos Dirigeants ont de très lourdes responsabilités qu'ils doivent impérativement assumer au plus vite en ayant, chevillés à l'esprit, que nous sommes en état de guerre.

RECONSTRUCTIONS PRECONISEES

Pour ses indispensables **Reconstructions**, l'Union doit prendre, notamment, dix décisions très importantes :

1. **Se doter d'un Comité de Direction** composé de six pays, trois de l'Ouest, trois de l'Est pour remplacer le duo Franco-Allemand, 100 % occidental.
2. **Répartir les pays dans quatre Cercles concentriques** selon leur niveau d'adhésion pour remédier aux difficultés que rencontre l'Union dans son fonctionnement et son évolution :
 - **Le Premier Cercle**, central, regroupe les pays de l'Union qui respectent les valeurs et les règles de l'Union. Ils formeront la « **Fédération de Nations démocratiques d'Europe** ». Adhésion à 100 % ;
 - **Le Deuxième Cercle** regroupe les membres qui ne respectent pas toutes les valeurs et toutes les règles, ou qui mènent une politique trop personnelle, ainsi que les pays associés, comme la Norvège : adhésion à 75 %. Il pourrait être aussi le sas d'entrée des nouveaux membres.
 - **Le Troisième Cercle** regroupe les pays candidats ayant entamé leur processus d'adhésion. Adhésion à 50 %.
 - **Le Quatrième Cercle** regroupe les candidats potentiels. Adhésion à 25 %.

Ces pourcentages sont une façon simple de donner une idée d'un degré d'appartenance à l'Union et d'indiquer, à la Russie en premier lieu, le périmètre de notre « **Famille européenne** ». Je rappelle à M. Poutine que tous ces pays ont **librement** choisi de rejoindre l'Union.

Les décisions les plus importantes seront prises à une majorité renforcée par les pays du Premier Cercle. **L'unanimité et le droit de veto sont supprimés**, car l'Union étant une démocratie, un pays ne peut pas y faire la loi ! Les pays des autres Cercles pourront être consultés s'ils sont concernés, sans participer aux votes, sauf exceptions.

Les pays des quatre cercles devront être protégés par la Défense de l'Union des attaques russes, ou autres : ils composeront la « **Liste de la Famille européenne** ».

3. **Supprimer les Présidences tournantes du Conseil**. À six, elles pouvaient s'admettre. À vingt-sept, elles sont pour le moins saugrenues pour ne pas dire folkloriques, et une présidence par un pays en opposition frontale avec les grands principes qui fondent l'Union est surréaliste... « *L'Europe : quel numéro de téléphone ?* »
4. **Supprimer la règle « un membre, un commissaire »**. Être Commissaire est une fonction hautement responsable qui implique de réelles compétences, de l'expérience, du poids politique. Chaque pays pourrait proposer deux ou trois personnalités, parmi lesquelles le Comité de Direction, le Président de la Commission et le Parlement choisiraient les Commissaires et d'éventuels adjoints. La Commission, Exécutif de l'Union, doit être formée d'une équipe performante et pertinente : elle a besoin de commissaires pour des postes bien définis, avec parfois des adjoints, mais elle ne doit plus avoir des postes virtuels.

5. **Limiter à 3, voire à 5, les langues officielles** : Vingt-quatre, bientôt trente et plus... langues officielles, c'est totalement ridicule, surtout de nos jours. Les langues maternelles ou pratiquées dans l'Union sont, dans l'ordre : l'Anglais – l'Allemand – le Français – l'Italien – l'Espagnol. Toutes les autres sont totalement marginales, parlées ou pratiquées à moins de 5 %. Quant aux langues régionales, toute demande doit être refusée d'office.

6. **Avoir un organigramme clair** avec des niveaux hiérarchiques bien définis. L'actuel, pour l'Européen moyen et pour les étrangers est flou, voire énigmatique, mal incarné et les principaux responsables sont peu ou pas connus. Il devrait être composé d'un Président, nommé par le Comité de Direction, le Conseil et le Parlement, d'un Premier ministre (la Présidence de la Commission), de Ministres (les Commissaires), d'un Parlement et d'une Chambre Haute.

Le Président devrait avoir une forte personnalité, du charisme, de vrais pouvoirs, plus proches de ceux du Président Français que de ceux de son homologue Allemand, car il représente l'Union dans les instances internationales et il devra jouer un rôle important dans la gouvernance de l'Union. Il devra, notamment, présider les Comités de Direction et de Défense, définis plus loin.

L'Union représente un ensemble de pays, mais n'a pas de territoire propre. Si, à l'image de l'Église catholique, elle avait un « *Vatican* », son Président serait un chef d'État comme les autres. Pour ce faire, Bruxelles et/ou Strasbourg pourraient-elles céder ou louer à l'Union un district pour 1 € symbolique ?

7. **Créer une Chambre Haute** : Je suggère que les Sénats nationaux migrent, ou participent, à cette Chambre Haute européenne afin de mettre en œuvre une coopération approfondie entre l'Union, les pays et leurs territoires, pour déboucher sur une réelle communauté de destin, et une meilleure compréhension réciproque. Chaque délégation transcrirait les directives européennes et assurerait l'interface avec leur pays et territoires. Le mode de désignation des représentants pourrait être laissé au choix des pays, et leur renouvellement devrait s'effectuer à mi-mandat des députés pour amortir les vagues politiques.

Cette Chambre devrait être installée à Strasbourg, ce qui permettrait de renvoyer les euro-députés à Bruxelles, pour réduire leurs coûts de fonctionnement et améliorer leur efficacité.

L'idée serait d'avoir un pôle de décision et d'action à Bruxelles et, à Strasbourg, un pôle de contrôle, et de réflexion, en relation avec le Commissaire au Plan, les Comités de Direction et de Défense, sur les stratégies à envisager pour les années à venir.

8. **Devenir une Fédération de Nations**, préconisée par Jacques Delors, avec une gouvernance proche de celle d'un État Fédéral afin de bien coordonner les politiques des membres pour éviter les cacophonies actuelles. Le but serait aussi que les pays de l'Union restent membres des organisations internationales pour peser sur les votes.

9. **Instituer des Référendums paneuropéens** : Cette mise à jour de l'Organisation de l'Union devrait être soumise, non pas aux vingt-sept pays, mais aux Européens eux-mêmes, c'est-à-dire à un scrutin unique avec un résultat global qui s'appliquerait à tous, en sachant que les pays qui seraient ostensiblement contre cette nouvelle organisation seraient conduits à passer dans le Deuxième Cercle, ou à quitter l'Union.

10. Faire respecter les Valeurs et les Règles de l'Union par tous les Pays du Premier Cercle.

Les dissidents devraient être rappelés à l'ordre et, s'ils persévèrent, ils seraient renvoyés dans le Deuxième Cercle.

L'idée est que les orientations politiques des gouvernements des pays étant changeantes, il faut éviter les décisions définitives, à l'exemple de la Pologne qui aurait été mise dans le Deuxième Cercle, et serait revenue dans le Premier à la suite de ses élections de 2023.

Note : les Organisations préconisées, à suivre, ont pour but principal d'établir des règles du jeu pour former une équipe solidaire de vingt-sept pays interdépendants, afin que cette Union continue d'exister, et puisse peser sur les plans économique, politique, militaire, éthique, au sein d'un monde de plus en plus chaotique et terrifiant.

Ces schémas d'organisation devraient servir de canevas à celles qui devraient être mises en place, car il est plus facile et plus rapide de peaufiner un modèle que de partir d'une page blanche, surtout quand on est nombreux à y participer.

COMITE DE DIRECTION

La France et l'Allemagne étaient le « *moteur* » de l'Union...

L'attaque de l'Ukraine par la Russie a fait prendre conscience que ce duo était périmé et que ce « *moteur* » devait inclure des pays de l'Est. À l'origine, notre Union n'était composée que de pays de l'ouest de l'Europe, assez homogènes, qui regardaient la Russie avec bienveillance, par naïveté, myopie et intérêts mal compris.

Aujourd'hui, onze pays issus du glacis soviétique nous ont rejoints, plus trois qui en sont voisins. Neuf, issus de ce même glacis, sont candidats. Leurs vécus soviétiques les ont rendus bien moins complaisants à l'égard d'une Russie dirigée maintenant par un chef mafieux, illuminé, totalement corrompu, n'ayant que mépris pour ses propres populations, et plus encore pour celles des autres pays. Et ce ne sont pas ses interventions en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie, en Ukraine... et ses vues sur toutes les anciennes possessions soviétiques ou tsaristes qui pourraient les amener à de meilleurs sentiments à son égard. Ni les conditions de vie dans la Russie profonde, ni ses solutions expéditives à l'égard de ses opposants et de ses concurrents potentiels.

D'où la nécessité d'avoir un Comité de Direction composé de trois pays issus de ce glacis et de trois de l'Ouest.

En complément, en raison du nombre et de la grande disparité des pays : taille, proximité de la Russie, niveau de développement, etc. l'Union doit définir cinq (ou six) zones géographiques pour regrouper les pays des quatre Cercles ayant des problématiques proches. Pour prendre un exemple, celles des pays du sud sont très différentes de celles des pays du nord, face à la Russie. Pour être concret, j'ai défini cinq zones qui seront représentées au Comité de Direction par le pays principal du Premier cercle, le but étant que le Comité reflète bien l'ensemble des territoires de l'Union avec leurs problématiques propres.

Le Comité aura pour missions d'analyser les évolutions, de réfléchir au fonctionnement de l'Union, à son organisation, au futur en lien avec les services du Plan, de la Défense et de la Chambre Haute ; de proposer des projets de décisions, de superviser la mise en œuvre de celles qui auront été prises, afin de veiller à leur cohérence, à leur pertinence et à leur respect. Il interviendra donc en amont des processus de décision, et en aval dans les domaines importants pour l'Union et son avenir.

Il devra aussi agir afin que les vingt-sept États soient solidaires entre eux, fassent « Nation », pensent prioritairement « Union ». C'est fondamental pour sa pérennité et son rôle dans le monde. Quant aux cinq membres, représentants d'une zone, ils devront être proches des pays de leur zone, les réunir régulièrement pour faire remonter les idées et les doléances, et les informer des décisions prises. Aussi, pour aider les postulants dans leurs progressions en vue de leur adhésion.

Le Comité de Direction, présidé par le Président de l'Union, rendra des comptes aux pays membres lors des réunions du Conseil, Conseil conservé dans cette nouvelle organisation.

La participation de voisins de la Russie dans ce Comité, outre sa légitimité, est fondamentale pour le rendre pertinent et donner à tous les pays le sentiment d'être, enfin, membres de la Famille. Elle est aussi indispensable pour unir et renforcer l'Union, pour définir des comportements responsables et fermes à l'égard de la Russie, et pour faciliter la création d'une réelle Défense de l'Europe, autonome, sans tutelle américaine, telle qu'elle est présentée plus loin.

Ce Comité devrait être créé très rapidement, car il peut être informel, au moins dans un premier temps, comme l'est le duo Franco-Allemand. Il réunirait régulièrement les ministres chargés de l'Europe des pays concernés, assistés de leurs spécialistes des questions à l'ordre du jour. Il est le premier étage – fondamental – des *Reconstructions de l'Union*. Il devrait rendre plus naturelles les étapes suivantes et souder l'Union. Sa création relève, je pense, d'une simple décision du Conseil, facile à adopter, car sa création est d'une évidente logique et nécessité.

ZONES GEOGRAPHIQUES SUGGEREES

1. Baltique : 110 mH (Millions d'habitants)

Pologne – Suède – Finlande – Estonie – Lettonie – Lituanie – Danemark – (*Ukraine*).

2. Centre : 136 mH

Allemagne – Pays-Bas – Autriche – Slovaquie – Tchéquie – Hongrie.

3. Sud-Est : 45 mH

Roumanie – Bulgarie – (*Géorgie – Kosovo – Moldavie – Macédoine du Nord – Serbie*).

4. Méditerranée – Adriatique : 84 mH

Italie – Malte – Grèce – Chypre – Croatie – Slovénie – (*Albanie – Bosnie Herzégovine – Monténégro*).

5. Atlantique : 143 mH

France – Espagne – Portugal – Irlande – Belgique – Luxembourg.

Les membres du Comité de Direction sont en gras et les pays candidats sont en italique :

Allemagne, France, Italie pour l'Ouest, Pologne, Roumanie, plus un pays Nordique ou Balte pour l'Est.

Les six pays de ce Comité de Direction, comme de celui de Défense, représentaient en 2022, plus de 60 % de la population, 60 % du PIB et plus de 55 % des contributions à la Défense.

Dès la création des Comités, je recommande fortement que l'Ukraine soit invitée régulièrement aux Comités de Défense (à suivre), et aux Comités de Direction quand les problèmes de défense y seront débattus, car elle est la seule à avoir l'expérience de la guerre de haute intensité moderne et de la mise en œuvre, avec quel talent et si peu de moyens, des techniques nouvelles (drones aériens, marins et sous-marins, défense antiaérienne, adaptations et créations d'engins balistiques, etc.).

Sur l'aspect Défense, l'Allemagne (Zone 2), devrait être très proche de la Pologne (Zone 1) et de la Roumanie (Zone 3). Celle-ci proche aussi de l'Italie (Zone 4) dans l'optique d'attaques russes.

Quant à la France (Zone 5), elle devra être en relation étroite avec l'Italie pour la Méditerranée et avec les Partenaires associés à notre Défense, dont le Royaume Uni...

Population des vingt-sept Membres : 447,280 millions d'habitants en 2022 :

Allemagne	83,160	Bulgarie	6,840
France	67,800	Danemark	5,870
Italie	58,980	Finlande	5,540
Espagne	47,430	Slovaquie	5,340
Pologne	37,800	Irlande	5,060
Roumanie	19,190	Croatie	3,880
Pays-Bas	17,810	Lituanie	2,800
Belgique	11,550	Slovénie	2,110
Grèce	10,710	Lettonie	1,880
Tchéquie	10,700	Estonie	1,330
Suède	10,450	Chypre	0,900
Portugal	10,300	Luxembourg	0,630
Hongrie	9,730	Malte	0,510
Autriche	8,980		

Défense actuelle

VINGT-SEPT ARMEES INDEPENDANTES

Une caricature parfaitement irréfléchie, aussi dispendieuse qu'inefficace !

Quelle serait la puissance de l'armée américaine si elle était composée de cinquante armées indépendantes, et non coordonnées ?

Les armées doivent être conçues pour la guerre, pas pour les défilés mémoriels en temps de paix. Avec nos vingt-sept armées indépendantes, dispersées, non coordonnées, la plupart inaptés au combat et, en cas d'attaque, chacune soumise aux décisions de son gouvernement et de ses parlements, nous sommes assurés d'être les Curiaces de la phase II... une ineptie !

BUDGETS MILITAIRES INIQUES

Avant d'aborder l'Organisation préconisée de la Défense de l'Union, il est nécessaire d'indiquer la part du Produit Intérieur Brut (PIB) consacré par chaque État aux dépenses militaires en 2022 (sources OTAN / SIPRI / EUROSTAT). C'est édifiant, et montre à quel point ils sont déconnectés des réalités militaires et loin de « *faire Union, et encore moins Nation* » !

Selon les sources, les montants varient un peu mais sont dans les mêmes ordres de grandeur. 2022 est une année un peu particulière, mais ni la Covid ni les évolutions récentes ne changent fondamentalement le problème soulevé ici.

Moyenne des budgets militaires en % des PIB pour les :

- Neuf pays les plus riches : 1,07 %
- Neuf pays suivants : 1,55 %
- Neuf pays les plus pauvres : 2,16 %

À titre de comparaison, ceux des principaux pays occidentaux :

- Les États-Unis : 3,52 % (811 milliards US\$)
- Le Royaume-Uni : 2,29 % (73 milliards US\$)
- La France (11^e PIB/tête) : 2,10 % (59 milliards US\$)
- L'Allemagne (8^e PIB/tête) : 1,53 % (65 milliards US\$)
- L'Italie (12^e PIB/tête) : 1,41 % (30 milliards US\$)

En pourcentages, les contributions des pays au PIB de l'Union (PIB), au Budget Militaire (BM) et le Rapport BM/PIB en 2022 étaient les suivants :

	PIB	BM	BM/PIB
– 9 plus riches :	48 %	41 %	0,85
– 9 du milieu :	40 %	43 %	1,075
– 9 plus pauvres :	12 %	16 %	1,33

Parmi les neuf pays les plus riches, figurent les paradis fiscaux internes à l'Union !

Un sérieux rappel à la morale et à la décence s'impose !

La règle d'une vraie Union voudrait – au minimum – que tous les pays aient le même pourcentage de leur PIB consacré à la défense. Mais il me paraîtrait plus équitable de pondérer le taux de chaque pays par son indice de richesse, ce qui augmenterait la charge pour les plus riches, et la diminuerait pour les plus pauvres. Ce serait d'autant plus équitable que les combattants seront majoritairement composés de ressortissants des pays les plus pauvres, qui paieraient ainsi un fort impôt du sang en cas de guerre.

Le SIPRI, Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm, collecte les budgets militaires de tous les pays. 2022 : Budgets Militaires en % des PIB par ordre croissant, et Indices de Richesse des pays en Standards de Pouvoir d'Achat.

Pays	PIB/hab.	B M. %	Ind. Rich.
Irlande	82 400	0,25	3,98
Malte	36 000	0,50	1,74
Luxembourg	92 000	0,57	4,44
Autriche	44 100	0,87	2,13
Espagne	30 000	1,02	1,45
Belgique	42 500	1,12	2,05
Suède	41 800	1,19	2,02
Finlande	38 400	1,26	1,86
Slovénie	32 500	1,28	1,57
Danemark	48 000	1,41	2,32
Italie	33 700	1,41	1,63
Tchéquie	32 000	1,42	1,55
Pays-Bas	45 600	1,45	2,20
Allemagne	41 100	1,53	1,99
Portugal	27 200	1,54	1,31
Bulgarie	20 700	1,56	1,00
Hongrie	27 300	1,60	1,32
Slovaquie	23 600	1,73	1,14
Chypre	32 400	1,91	1,57
Roumanie	27 200	2,02	1,31
Lituanie	31 700	2,03	1,53
France	35 700	2,10	1,72
Pologne	27 900	2,10	1,35
Lettonie	26 100	2,27	1,26
Estonie	30 600	2,28	1,48
Croatie	25 800	2,79	1,25
Grèce	23 900	3,82	1,15

En 2022, en milliards de US\$, les principaux budgets militaires étaient : USA : 811,6 – **Chine : 298,0** – Inde : 81,0 – **Russie : 72,0** – Royaume-Uni : 70,0 – Allemagne : 57,8 – France : 57,0 – Italie : 34,6 – Espagne : 21,0 – Pologne : 16,8 – Pays-Bas : 15,7 ...

Le budget total de l'Union s'élevait à **270 milliards US\$**, soit pratiquement celui de la Chine et 3,75 fois celui de la Russie ! Les coûts de celle-ci doivent y être très inférieurs aux nôtres, et elle dispose de stocks d'armes colossaux hérités de l'URSS, stocks que sa guerre contre l'Ukraine a dû largement entamer. Mais, avec un budget aussi faible – avant corruption – comment peut-elle financer ses armées, développer des armes très coûteuses et maintenir opérationnel son énorme stock de têtes nucléaires ? Mystère !

Il est aussi intéressant de noter que la moyenne d'âge des principaux concepteurs des armements les plus sophistiqués serait très élevée et que leur relève ne serait pas assurée !

Nos 270 milliards US\$ de 2022 se répartissaient en 14 % pour les onze pays d'Europe-Centrale et 86 % pour les seize de l'Europe de l'Ouest.

En 2023, le Produit Intérieur Brut des 27 était de 16 970 milliards €. 2 % consacrés au budget de la Défense auraient donné 340 milliards €, soit le budget chinois, 2,5 % en auraient donné 424, et 509 avec 3 % !

Dépenser 270 milliards ou plus et ne pas être capable d'assurer la défense de l'Union, c'est tout simplement une honte ! Nos plus hauts responsables pourraient-ils réaliser rapidement le ridicule dramatique de cette situation et revoir toute l'organisation de la défense de l'Union qui doit impérativement devenir autonome avec un **Commandement commun** ? Le prochain chapitre devrait les y aider !

Et cesser d'acheter nos armes à l'étranger, ce qui détruit notre tissu industriel et nous rend encore plus dépendants de l'étranger.

Note : il faut prendre les montants, en général en US\$ pour des ordres de grandeur, car il n'est pas certain que tous les pays aient la même définition des dépenses militaires, les taux de change varient et certains montants peuvent être en euros, au moins dans mon exposé qui est plus qualitatif que quantitatif, surtout avec les évolutions très récentes non pas prises en compte.

En conclusion, l'organisation militaire européenne actuelle est la pire qui puisse être imaginée... avec un budget très important pour un résultat lamentable !

Cependant, les budgets de 240 Mrds € en 2022 et de 326 en 2024 ont un côté positif : ils montrent qu'avec une organisation pertinente, nous pourrions avoir une défense très forte sans dépenser plus ! Et, en faisant contribuer les plus riches au moins autant que les plus pauvres, nous aurions encore plus ! Par ailleurs, ces dépenses en forte croissance finissent par nous assurer un fort potentiel militaire.

Si nous présentions notre volonté d'avoir une défense autonome, avec un projet tel que celui que je vais préconiser, tout en restant alliés, et avec des participations croisées dans nos organisations respectives de défense, je pense que l'opinion publique américaine ne pourrait que s'en féliciter... et ça éviterait les contentieux financiers avec le Président des États-Unis.

Le changement d'organisation pourrait – et doit – se faire très vite, à un moment où :

- Donald Trump va nous faire « chanter » au sujet des participations respectives de l'Union, des États-Unis et de l'OTAN à la défense de l'Europe ;
- La Russie est très occupée et très affaiblie par sa guerre en Ukraine ;
- Les partis politiques extrêmes, de droite et de gauche, plus favorables à Poutine qu'à l'Union, sont encore minoritaires dans l'Union, mais pour combien de temps encore ?

Défense de l'Union préconisée

CONTEXTE

La Défense de l'Union doit être organisée le plus rapidement possible, 2025 étant une année de tous les dangers, car elle pourrait se retrouver seule face à Poutine, avec des Ukrainiens épuisés, de moins en moins nombreux et sous-armés !

Il est urgent que les Dirigeants de l'Union comprennent qu'il est de leur devoir absolu de transformer les plus de 340 milliards annuels en une défense pertinente, qui nous mette à l'abri des attaques russes sans avoir à faire appel à un de plus en plus hypothétique soutien américain, ou de l'OTAN. Et qu'elle nous permette d'aider les Ukrainiens à retrouver leurs frontières reconnues. **L'Europe doit être défendue par l'Europe !**

L'Opération Militaire Spéciale russe contre l'Ukraine, en fait la guerre, a fait prendre conscience de notre vulnérabilité face à une Russie dont le Président nourrit des ambitions folles de reconquêtes. Mais, au lieu de penser Défense de l'Union, les pays les plus exposés, la Pologne et l'Allemagne notamment, ont décidé de s'armer dans la précipitation – sans se concerter avec les autres – et en ignorant les armes européennes par soumission à une protection américaine de plus en plus coûteuse et aléatoire. Ces décisions sont des fautes militaires graves qui sabordent nos industries de pointe et font reposer notre sécurité sur la bonne volonté des Américains qui ont bien d'autres préoccupations que de payer et de mourir pour nous. Et pire, leur nouveau Président veut récupérer le Groenland qui, pour le moment, est attaché au Danemark...

Trump, Poutine et Xi Jinping se pensent à Yalta pour se partager le monde !

La Russie se réarme à tout va avec un Poutine ragaillard par la mollesse, la lassitude, les divisions des Occidentaux et l'élection de Donald Trump. Celui-ci nous méprise en raison de notre comportement de « *Soumis repus* », quémandeurs d'une protection, tout le contraire des « *Mâles dominants* » que sont « *les trois compères* », aussi est-il fort à craindre qu'il trouve un malin plaisir à nous laisser seuls, dans l'incapacité en l'état de soutenir l'Ukraine et d'empêcher d'autres annexions russes, y compris dans l'Union !

Sans une profonde et rapide reconstruction de l'Union, 2025 a toutes les chances d'être l'année du début de son délitement ! Entre Poutine à Moscou, Trump à Washington, une extrême droite en progression inéluctable, c'est, en l'état, sa mort annoncée ! Puisse cette funeste perspective « *réveiller* », enfin, nos principaux dirigeants.

La solution préconisée pour créer une Défense de l'Union pertinente est simple, rapide et peu coûteuse. Elle est basée d'abord sur l'inventaire de ce qui existe chez les Vingt-Sept. Par ailleurs, il s'avère que l'armée française est la seule de l'Union à couvrir l'ensemble du spectre militaire. Elle est opérationnelle, avec une hiérarchie et des troupes aguerries par l'épreuve du feu. Elle possède en propre l'arme nucléaire avec ses vecteurs, une marine et des sous-marins nucléaires sur et sous les océans, des bases hors d'Europe. Elle dispose aussi, ce qui est primordial, des services de maintenance pour les matériels de l'avant ; des satellites, des intranets hautement sécurisés ; des services Santé expérimentés sur les théâtres d'opérations et, à l'arrière, des hôpitaux militaires, des unités spécialisées pour traiter les victimes de traumatismes, etc.

Et, point très important, elle est principalement équipée en matériels européens, ce qui garantit son indépendance.

Le Président français, chef des Armées (françaises), a le pouvoir de les engager sans consulter son parlement. En revanche, elles ne sont pas aujourd'hui équipées pour des conflits de haute intensité de longue durée mais, n'étant pas seules, d'autres pays de l'Union pourront fournir les compléments indispensables. C'est pourquoi elles devront jouer un rôle central dans la création de la DMU, d'autant plus qu'elles lui apporteront une certaine crédibilité, notamment auprès des Américains. En d'autres termes, **les armées françaises peuvent et doivent servir de colonne vertébrale à l'ensemble des armées de l'Union.**

Les moyens dont disposent les autres armées permettront de la muscler, tout en restant sous leurs commandements nationaux, eux-mêmes sous le **Commandement Commun de la Défense des Membres de l'Union, la DMU** ;

La DMU pourrait être opérationnelle dans les six mois tout en continuant à s'organiser.

Dès sa création, la DMU devra recenser les armes et les munitions possédées par les vingt-sept en notant leur état afin de voir ce qu'elle devra conserver pour sa défense, et ce qu'elle pourra donner aux Ukrainiens car, leur gestion globale permettra certainement de dégager des surplus et des matériels réformés qui pourraient encore être utilisés en Ukraine, faute de mieux.

Il est aussi important de noter que les performances de nos armes traditionnelles sont souvent nettement supérieures à celles des Russes, qui rencontrent de sérieuses difficultés pour obtenir certains composants des dernières technologies. Et nous avons avec nous la créativité des Ukrainiens et leur expérience d'une guerre du XXI^e siècle.

QUEL TYPE DE DEFENSE ?

L'Union pourrait envisager sa défense de trois façons :

1. Une Armée européenne ;
2. Vingt-sept armées indépendantes, comme actuellement ;
3. Vingt-sept armées sous un Commandement Commun : une « *OTAN européenne* ».

La réponse me semble évidente :

- Une armée européenne impliquerait d'être un État Fédéral. C'est un objectif trop lointain ;
- Des armées indépendantes sont une option irresponsable, coûteuse, inefficace et non dissuasive pour nos adversaires. C'est l'anarchie actuelle qui saborde nos industries de défense et de hautes technologies et qui coûte très cher pour un résultat nul !
- Reste la troisième option : Vingt-sept armées, en fait une douzaine, équipées pour combattre comme on le verra plus loin, sous un **Commandement Commun**, qui donnerait naissance à une « *OTAN européenne* » alliée, si possible, à une « *OTAN américaine* ».

Il faut bien avoir conscience qu'une armée efficiente est infiniment plus que des chars, des avions, des soldats alignés dans des casernes ou sur des champs de bataille. La « *deuxième armée du monde* » en a fait une démonstration éclatante en Ukraine en 2022. Quant aux Ukrainiens, ils sont très lourdement handicapés par la grande diversité des matériels dont ils disposent... ou pas !

Il faut donc d'urgence créer ce « **Commandement Commun** », qui organisera, dirigera, coordonnera **la Défense des membres de l'Union**, et aura un mandat de tous les États de l'Union pour prendre les décisions en cas d'attaques, subies ou en préparation.

Il est indispensable aussi que les soldats soient encadrés par des sous-officiers et des officiers bien formés, aguerris, proches d'eux, et qui disposent d'une grande autonomie sur leurs zones de combats. Outre les décisions relevant des plus hautes autorités de l'Union ou des États qui doivent être prises très rapidement et dans le plus grand secret. Ceci est inenvisageable s'il faut l'accord des vingt-sept, accords soumis aux gouvernements puis aux Parlements pour la plupart d'entre eux. Par ailleurs, pouvons-nous croire en la pertinence d'une armée, sans une autorité supérieure unique, quand elle est composée de troupes de vingt-sept nationalités et vingt-quatre langues officielles, soumises à autant de gouvernements et de parlements, qui, pour des raisons géographiques, historiques ou politiques ont leurs propres avis à l'égard des conflits potentiels, voire refuseraient ou n'auraient pas le droit d'intervenir en raison de leur Constitution. Sans oublier les pays (riches) qui continueraient à s'exonérer de participer à la Défense !

Il faudra aussi, pour que nos armées soient performantes, concentrer l'essentiel des moyens sur celles des quelques pays prêts à s'engager là où ce sera nécessaire, pour notre sécurité, dans le cadre de nos alliances, ou pour des causes humanitaires. J'y reviendrai.

L'expérience des officiers ukrainiens sera précieuse pour l'organisation de notre défense. Précieuse aussi, « *l'Opération militaire spéciale* » qui est riche d'enseignements. Nous avons eu sous nos yeux un condensé de ce qu'il fallait faire, montré par les Ukrainiens, et ne pas faire, montré par les Russes de la première année de guerre... et, hélas, par les Occidentaux !

Cette guerre nous a également montré combien l'encadrement des soldats est important pour le bon déroulement des opérations, pour leur comportement au combat, et pour leur moral.

J'ai aussi été très frappé par l'attitude de nos hauts responsables : la lenteur de leurs réactions, leur inconscience, leur insouciance, comme s'ils étaient les spectateurs d'une fiction ! ***Et, en s'étant mis des lignes rouges en raison du nucléaire russe, ils ont fait de cette arme de dissuasion une formidable arme de conquête pour les autocraties... sans avoir à l'utiliser !***

Nous aurions dû nous mettre très vite en « *régime de guerre* », d'autant que Poutine avait indiqué plusieurs fois la liste de ses prochaines conquêtes qui concernent surtout des pays de l'Union. En général, face à un grave danger, un groupe serre les rangs, s'unit, se concerta, s'organise. Rien de tel n'a eu lieu dans ce que l'on a de plus en plus de mal à appeler l'Union... la seule union a consisté à s'accrocher désespérément à l'hypothétique « *Parapluie américain* ».

Enfin, rien n'a été anticipé au sujet de la fourniture des équipements alors qu'il était évident que l'Ukraine n'avait pas les moyens matériels de résister aux Russes sans nos aides. Nos États-Majors pouvaient prévoir les armes et les munitions nécessaires à l'Ukraine pour vaincre la Russie, et se consulter entre eux afin qu'avant même qu'il ne soit décidé de les leur fournir, ou pas, nous aurions pu, dû, les recenser, les préparer et former des Ukrainiens afin de les leur livrer dès la décision prise, et non pas six mois à un an après, avec des milliers de morts en plus... sauf si l'objectif des Américains était d'utiliser les Ukrainiens pour *user* le plus possible les Russes sans les vaincre, mais à quel prix pour l'Ukraine ! Il est impératif que la Russie soit défaite rapidement, sinon ce sera l'Ukraine, puis les suivants de la liste de Poutine qui le seront !

À noter que le facteur TEMPS est primordial en période de paix, et fondamental en cas de guerre ! Il devrait toujours être présent à l'esprit des personnes impliquées dans les processus de décision et d'action.

SURVEILLANCE ET COUVERTURE INTERNET

L'Union sera-t-elle en mesure de fournir très rapidement aux Ukrainiens une surveillance en temps réel et une couverture Internet sécurisée par satellites couvrant l'Ukraine, la Russie européenne et la Biélorussie, avec des milliers de terminaux militarisés, pour remplacer « *Starlink* » au cas où Elon Musk, à son initiative ou à la demande de Donald Trump, décidait de retirer aux Ukrainiens l'accès à son réseau et, pire encore, de le fournir aux Russes ? ***La surveillance du champ des opérations et un réseau internet sont deux urgences fondamentales.***

MIGRANTS

L'armée française a la « *Légion étrangère* ». Les armées américaines ont parmi leurs soldats nombre de Non-Américains qui s'engagent quelques années pour obtenir la nationalité américaine.

Pourquoi ne demanderions-nous pas aux migrants qui remplissent les critères, de s'engager dans l'armée Ukrainienne ou dans une *Légion étrangère* de la DMU, pour obtenir un visa puis, après un engagement de cinq ans, ou moins pour ceux qui auront eu à combattre, une nationalité européenne ? D'autant qu'un certain nombre d'entre eux ont un passé de combattant.

En parallèle, il faudrait rendre plus exigeant et long l'obtention d'un visa et d'une nationalité européenne pour les autres, sauf pour les familles de ceux qui s'engageront, ou qui feront partie d'immigrations choisies. Ce serait une façon positive de gérer une partie de l'immigration, notamment celle que la Russie essaie de nous imposer.

Dois-je rappeler que beaucoup de Français dans un passé pas si lointain ont dû faire un service militaire et certains se sont retrouvés sur un théâtre de guerre, en Algérie ou ailleurs !

ORGANISATION PRECONISEE

- 1. Création du Comité de Défense** composé des membres du Comité de Direction, du Commissaire à la Sécurité, des Chefs d'État-major de la DMU et de ceux des cinq pays responsables d'une Zone Militaire (les Zones géographiques) et, invité, un officier supérieur Ukrainien. Il devra être coprésidé par le Président de l'Union et par celui de la France, en raison de sa dissuasion nucléaire et de ses moyens militaires hors d'Europe.
- 2. Création de la Défense des Membres de l'Union, la DMU**, composée des armées des pays de l'Union et, éventuellement selon des modalités à définir au cas par cas, de celles des pays ayant entamé leur processus d'adhésion et des potentiels candidats. **Et création du « Commandement Commun des Armées de l'Union »** qui coordonnera leurs actions.
- 3. Répartition des rôles des armées de la DMU** : les armées des pays se répartiront en cinq catégories afin d'être complémentaires entre elles et aussi performantes que possible dans leurs domaines. Elles seront dirigées par leurs hiérarchies nationales, elles-mêmes sous l'autorité de l'État-major du Commandement de la DMU, en fait comme à l'OTAN :
 - a.** Les armées équipées, formées, entraînées pour la guerre de haute intensité : je pense à la Pologne, à l'Allemagne, à la France partiellement, à la Roumanie, à la Bulgarie, à l'Ukraine quand elle aura rejoint l'Union. Plus les Pays scandinaves. En fait, essentiellement les moyens et grands pays des flancs nord et est de l'Union, exposés à la Russie ;

- b. Les armées chargées de la logistique des champs de bataille : transports, maintenances, travaux, intendances, santé, internet, etc., en appui des armées combattantes précédentes ;
- c. Les armées destinées aux combats asymétriques qui devront être autonomes et intervenir très rapidement loin de leurs bases : terrorisme, humanitaire, bases à l'étranger, etc., ou en renfort des deux armées précédentes : la France, l'Italie, l'Espagne... ;
- d. Les Armées de petits pays se spécialiseront, notamment dans les drones, les cyberdéfenses et attaques, etc. Elles interviendront en support des trois autres, et/ou leur serviront de bases arrière. Elles devront aussi avoir une bonne mobilité hors de leurs frontières ;
- e. Les renseignements, les cyberdéfenses et attaques, la gestion des réseaux sociaux, le médical, les *psys*... les formations civiles, les aides au développement, etc. seront mis en commun, et en support dans les conflits. Tous les pays seront concernés, sous l'égide de la DMU.

4. **Financement de la DMU** : Le financement de tout ce qui concerne le militaire, le spatial, la sécurité, les interventions, les investissements dans ces domaines, ainsi que la recherche et les développements, devra être pris en charge par la Commission. Chaque pays lui versera une contribution basée sur son Produit Intérieur Brut, pondéré par son indice de Richesse en euros, comme indiqué précédemment. La Commission pourra alors financer les achats de matériels, européens agréés par l'État-major de la DMU, et étrangers en l'absence de solution européenne dans des délais compatibles avec les besoins.

Toutes les grandes puissances militaires ont leurs propres industries de défense, c'est fondamental pour la disponibilité des équipements, la sécurité et pour avoir les versions les plus performantes. Il ne peut pas en être autrement pour l'Union, outre les retombées technologiques et économiques très importantes indispensables pour notre développement et notre indépendance. Il faut aussi savoir qu'un choix de matériel engage les armées pour plusieurs décennies, et que nos armes ne doivent être soumises à aucune restriction, autorisation ou limitation de la part de pays étrangers, tout comme les interventions, qui seront décidées par le Comité de Défense. Ce qui implique aussi d'avoir la maîtrise des composants intégrés dans nos armes.

La Défense de l'Union doit être totalement autonome et dissuasive pour la Russie !

Un Commissaire, si possible un haut gradé aguerri, sera chargé de la Sécurité et du tissu industriel lié à la Défense et à l'Espace, avec un rôle de coordonnateur, d'animateur. Il sera en liaisons étroites avec ses homologues des pays de l'Union et avec l'État-major de la DMU. Il aura un Commissaire adjoint qui prendra en charge les aspects administratifs et financiers. Tous deux agiront sous l'autorité du Comité de Défense qui prendra toutes les décisions de son ressort, les États lui ayant donné une délégation permanente dont les contours auront été bien définis.

Le budget militaire servira aussi à développer une industrie militaire et spatiale au meilleur niveau, avec nos propres composants et des composants « libres » du marché. Il faudra structurer nos industries autour des meilleures compétences dans chaque domaine afin que nos armées soient équipées pour l'essentiel en matériels européens compatibles, communicants, très performants, répondant aux normes DMU/OTAN.

Il faudra aussi toujours disposer d'au moins deux filières indépendantes pour chaque type d'équipements importants, qui soient en partie complémentaires mais substituables. Il est aussi important de rappeler que la Recherche et les Développements pour le militaire et le spatial permettent de se maintenir aux meilleurs niveaux dans la plupart des technologies de pointe, avec de nombreuses retombées civiles si assez de moyens leur sont consacrés.

En matière militaire, on n'exporte que les matériels qui équipent ses propres armées. Ces exportations abaissent les prix de revient et contribuent aux financements des recherches, des développements, et à la compétitivité des industries militaires et connexes.

Quant aux autorisations d'importer et d'exporter des matériels militaires ou de haute technologie, elles relèveront, non des pays, mais du Comité de Défense.

Jean-Yves Le Drian, cinq ans Ministre de la Défense du Président Hollande, puis cinq ans Ministre des Affaires étrangères du Président Macron, a dit au sujet des ventes d'armes :

« C'est qu'il y va de notre sécurité. Pour être maître de notre défense, il faut en avoir les moyens, et cela coûte très cher en recherche et développement. Il faut donc trouver des partenaires stratégiques, avec des contrats fermes pour moderniser et renouveler notre outil. »

Il est urgent d'arrêter l'individualisme, où chacun développe ses propres armes ou, surtout, les achète à l'étranger, ce qui est un pur gâchis, des sources de corruption, une aberration si l'on veut que nos armées puissent combattre ensemble et sans être soumises à des autorisations ou à des interdictions par les fournisseurs étrangers. Il faut aussi penser aux logiciens, aux maintenances, aux supports dans les zones de combat, à leurs évolutions techniques, aux formations et aux logistiques sur les champs de bataille, aux redondances et aux manques.

Et penser à l'aspect économique pour l'Union dans son ensemble : tout achat à l'étranger est une perte sèche pour son économie. Acheter dans l'Union, c'est plus de PIB et de ruissellement de PIB, donc plus de richesse. Par ailleurs, comment vendre nos avions, nos chars, etc. si nous achetons ceux de nos concurrents pour notre propre usage ? C'est une aberration militaire et un suicide économique !

Une remarque s'impose. Chaque pays va vouloir conserver ses « *prés carrés* ». Certes, mais la politique « *acheter européen* » va grandement augmenter les activités de recherche, développement, fabrication, numérique, etc. et, ainsi, tous les pays seront, et devront être, largement bénéficiaires, prés carrés gardés ou perdus.

5. **Nucléaire militaire** : Le nucléaire militaire est indispensable dans un monde où de plus en plus de pays en disposent, ou en disposeront. Par ses menaces, Poutine en a fait la promotion en violation des accords de non-prolifération, qu'il a signés ! La France est le seul pays d'Europe à le détenir en totale autonomie. Arme dissuasive par excellence à condition de rester ambigu à son sujet. Ce nucléaire *français* devrait couvrir l'Europe quand la DMU sera opérationnelle. Il pourra alors être développé, mais devra rester géré par la France sous mandat du Comité de Défense. Il devra remplacer le nucléaire américain, et tous les vecteurs, terrestres, aériens, marins et sous-marins devront être exclusivement européens.

L'arme nucléaire ne se résume pas aux têtes américaines qui pourraient être larguées, encore faut-il qu'elles soient activées par le Président américain, à la demande du Président du pays qui les détient. Les deux seraient responsables au regard de l'ennemi visé... mais surtout celui qui a fourni les ogives. Même chose pour les bombes françaises qui engageront l'Union et la France : elles seront activées par la France, en accord avec le Président de l'Union. Ainsi, s'équiper aujourd'hui d'avions américains pour pouvoir embarquer leurs bombes est un non-sens, d'autant que tout lancement d'une bombe nucléaire doit être coordonné par l'État-major avec les autres lanceurs, et en particulier avec les sous-marins dont les positions ne sont connues que de rares officiers supérieurs des États-Majors concernés, respectivement américains, anglais ou français. Il s'avère qu'en Europe, seuls les officiers supérieurs français ont la « *Culture Nucléaire* », culture qui ne s'improvise pas.

Note sur la guerre Russie-Ukraine : L'Ukraine n'est plus dotée, contrairement à la Russie qui a un arsenal énorme... dont elle se sert abondamment pour menacer, ce qui a conduit les Occidentaux à définir de multiples lignes rouges qui ont empêché en partie l'Ukraine de se défendre avec efficacité et d'attaquer les bases russes à sa périphérie.

Conclusion : le nucléaire est une arme dissuasive – et de conquête pour les États voyous. Belles perspectives !

Il est urgent que nos démocraties se préoccupent sérieusement de ce sujet car, si on ne fait rien, ce seront les voyous qui gagneront !

6. **DDE :** l'Union a en sa périphérie des États amis, plus ou moins associés à elle à des titres divers... et de plus en plus nombreux, conséquence des comportements erratiques de Donald Trump. Ils pourront s'associer à sa Défense dans le cadre de la **Défense des Démocraties d'Europe, la DDE**, avec des modalités à définir au cas par cas. Je pense aux candidats et futurs candidats à l'adhésion à l'Union, aux membres de l'EEE, au Royaume-Uni, à l'Islande, au Groenland, à la Norvège, à la Suisse... voire beaucoup plus loin.

Une idée pourrait être une adhésion partielle de ces pays à l'Union, pour le militaire, le spatial, la sécurité et le renseignement, avec un représentant au Comité de Défense de l'Union.

7. **Personnels Militaires :** Il faut que l'Union se dote d'une armée de métier et d'une réserve, tout en sachant que la majorité des combattants se recruteront dans les pays les plus pauvres, en raison des soldes qui seront relativement attractives pour eux et qu'ils recevront des formations techniques leur assurant un métier qualifié à leur retour à la vie civile.

Une partie des soldes pourraient être versées à un compte épargne géré par un Fonds souverain de l'Union, notamment en vue de leur retour à la vie civile et de leur retraite, un des buts étant d'éviter les évasions liées à la corruption et autres perversions. Ainsi, ces pays bénéficieraient pour leur développement d'une aide indirecte substantielle et légitime.

Autres personnels suggérés précédemment : des migrants aptes à s'engager, ce qui leur permettrait d'obtenir une solde, un visa, puis une nationalité européenne pour eux et leur famille.

8. **Régions militaires :** Les cinq zones géographiques seraient aussi des régions militaires.

Prenons l'exemple des trois Pays baltes : ils sont 6 millions avec un PIB de 150 milliards. 2 % pour la défense font 3 milliards et 4 % en font 6 ! Que peuvent-ils faire avec un tel budget face à une agression russe ?

Ils ne peuvent rien faire seuls, d'où l'importance de ces régions militaires pour les interventions de l'avant. D'où aussi la nécessité de ne plus raisonner au niveau des pays mais des zones géographiques et d'avoir une DDE organisée aussi en zones en fonction des risques les plus probables. Les défenses terrestres de la zone attaquée interviendront en premier avec le soutien des forces aériennes des autres zones. Puis, leurs défenses terrestres et navales pourront venir en renfort.

En plus de la dissuasion liée à une armée forte et visiblement bien organisée, dotée d'une dissuasion nucléaire crédible, il faudra que l'Union annonce la règle suivante : Si un membre de l'Union ou un pays ami est attaqué, nous nous réservons le droit de contre-attaquer sur une profondeur allant jusqu'à 1 000 km (à fixer) sur les sites stratégiques de l'agresseur, tout en rappelant que la DMU et la DDE, comme l'OTAN, sont des

organisations de défense, pas de conquête, et qu'elles ne tiendront pas compte des chantages au nucléaire. Contrairement à ce qu'on entend un peu partout actuellement, le nucléaire est l'arme de l'ultime recours : pour vaincre les attaques de la Russie et de ses alliés, il ne faut compter que sur nos seules armées conventionnelles qui doivent être aux meilleurs niveaux.

- 9. Bases à l'étranger :** la France est la seule nation de l'Union à avoir un réseau de bases et des accords militaires hors d'Europe. Elles sont nécessaires à une grande puissance et pourraient être développées, et cogérées par la France, la DMU, la DDE.

Les moyens de transport aériens actuels permettant de les renforcer très rapidement si nécessaire, elles n'auront plus de gros besoins permanents, sauf exceptions.

10. Contributions financières des Pays à la Défense

a. Contributions pour la transition vers la DMU

Il y a des années que chaque pays était censé consacrer au moins 2 % de son PIB à sa Défense. Il ne serait que justice, que chacun contribue à ce financement pour le montant qui résulte du calcul suivant : PIB x (2 % – taux consacré) fait sur un arriéré d'au moins cinq ans, ou de l'année 2018 avant l'apparition de la pandémie, multiplié par cinq.

Si cette mesure est adoptée, le calcul devrait être fait comme sur l'exemple ci-après, fait sur l'année 2022, le résultat étant multiplié par 5. On verra plus loin un autre rattrapage.

Pays	PIB	BM %	Rattrapage
2 % - 5 ans		2,00	
Allemagne	3 867,0	1,53	90,875
Autriche	447,7	0,87	25,295
Belgique	552,5	1,12	24,310
Bulgarie	84,6	1,56	1,861
Chypre	27,0	1,91	0,122
Croatie	67,4	2,79	- 2,662
Danemark	376,1	1,41	11,095
Espagne	1 327,0	1,02	65,023
Estonie	36,2	2,28	- 0,507
Finlande	266,7	1,26	9,868
France	2 642,0	2,10	- 13,210
Grèce	208,0	3,82	- 18,928
Hongrie	170,3	1,60	3,406
Irlande	502,6	0,25	43,978
Italie	1 909,0	1,41	56,316
Lettonie	39,1	2,27	- 0,528
Lituanie	66,8	2,03	- 0,100
Luxembourg	78,1	0,57	5,584
Malte	16,9	0,50	1,268
Pays-Bas	941,2	1,45	25,883
Pologne	654,6	2,10	- 3,273

Portugal	239,0	1,54		5,497
Rep. Tchèque	276,6	1,42		8,021
Roumanie	286,4	2,02	-	0,286
Slovaquie	107,7	1,73		1,454
Slovénie	59,0	1,28		2,124
Suède	557,5	1,19		22,579
TOTAL	15 807,0			365,062

b. Contributions annuelles des Pays au titre de la Défense

Compte tenu du comportement des pays riches, au moins en ce qui concerne leur participation à la défense, l'Union devra imposer une solidarité entre les membres : je suggère que les contributions à verser à la Commission au titre de la Défense, y compris recherche et développements, interventions, etc. soient définies par un pourcentage du PIB pondéré par l'indice de richesse/pauvreté du pays.

Le PIB par habitant en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA) est dans un rapport de 1 à 4,44 entre le plus pauvre et le plus riche. Le même calcul basé sur le PIB en euros des pays donne un écart de 1 à 10,02. Comme les contributions seront en euros, la solution la plus équitable me semble être la pondération sur la base du PIB par habitant en euros.

J'ai donc fait deux simulations pour un budget de 300 000 M€, la première basée sur le PIB des pays en % (3), la seconde sur le PIB pondéré par l'indice de richesse/pauvreté (5) :

	1	2	3	4	5
			300 000		
Allemagne		24,5%	73 392	1,126	82 647
Autriche		2,8%	8 497	1,208	10 264
Belgique		3,5%	10 486	1,159	12 153
Bulgarie		0,5%	1 606	0,300	481
Chypre		0,2%	512	0,727	372
Croatie		0,4%	1 279	0,421	538
Danemark		2,4%	7 138	1,552	11 081
Espagne		8,4%	25 185	0,678	17 072
Estonie		0,2%	687	0,659	453
Finlande		1,7%	5 062	1,166	5 904
France		16,7%	50 142	0,944	47 341
Grèce		1,3%	3 948	0,471	1 858
Hongrie		1,1%	3 232	0,424	1 371
Irlande		3,2%	9 539	2,407	22 956
Italie		12,1%	36 231	0,784	28 412
Lettonie		0,2%	742	0,504	374
Lituanie		0,4%	1 268	0,578	733
Luxembourg		0,5%	1 482	3,004	4 452
Malte		0,1%	321	0,803	258
Pays-Bas		6,0%	17 863	1,280	22 872
Pologne		4,1%	12 424	0,420	5 213

Portugal	1,5%	4 536	0,562	2 550
Rep. Tchèque	1,7%	5 250	0,626	3 288
Roumanie	1,8%	5 436	0,362	1 965
Slovaquie	0,7%	2 044	0,489	999
Slovénie	0,4%	1 120	0,677	759
Suède	3,5%	10 581	1,293	13 676
	100,0%	300 000		300 041

Calcul du PIB pondéré

C'est la part du pays au PIB de l'Union, multiplié par son indice de richesse, et divisé par un coefficient qui résulte de la division de la somme des 27 résultats primaires obtenus (% PIB x Indice de richesse) par le montant à répartir.

Prenons l'exemple de l'Allemagne : sa part de PIB est de 24,5 %. Son indice de richesse est de 3,76, à diviser par 3,337, rapport du résultat du premier calcul sur les 300 000 à répartir. Son PIB pondéré est donc de :

$$24,5 \% \times 1,126 = 27,6 \% \text{ au lieu de } 24,5 \%$$

Avec cette correction, le plus riche contribue 3 fois plus que sa participation au PIB et le plus pauvre à hauteur de 30 % de sa part de PIB... mais, très vraisemblablement, sa contribution humaine sera infiniment supérieure à celles des plus riches.

Note : les montants du tableau sont légèrement différents de ceux d'un calcul fait avec les valeurs du tableau en raison des décimales non affichées qui sont prises en compte par Excel. Ce calcul serait à refaire tous les ans, ou à chaque plan quinquennal, avec les derniers PIB et nombre d'habitants connus.

J'ai pris un budget annuel de référence de 300 milliards d'euros consacré à la Défense de l'Union dans le but d'illustrer mes recommandations pour une répartition équitable des dépenses militaires entre les pays membres. Pour des budgets supérieurs, il suffira d'appliquer les taux d'augmentation à tous les résultats du tableau de répartition entre les membres, ou de refaire ce tableau dans Excel.

EN CAS DE CONFLIT

En cas de conflits, agressions subies ou attaques, luttes contre le terrorisme, actions humanitaires ou autres, le **Comité de Défense de l'Union** et le **Commandement des Armées de l'Union** seront en première ligne. Ils devront avoir tous pouvoirs concernant les actions à entreprendre, quand elles devront l'être très rapidement, et pour lesquelles ils feront appel aux moyens matériels et humains des États, sans que ceux-ci n'aient à donner leur accord ou à refuser, au moins en cas d'agression subie par un État, ou plusieurs, de la Famille européenne.

Ceci pourrait poser des problèmes à certaines nationalités, notamment aux Allemands, alors qu'il s'agira d'hommes et de matériels de la DMU, donc de l'Union, et non de tel ou tel pays. Peut-être faudrait-il instituer une nationalité européenne, au moins pour ceux qui serviront sous le drapeau de l'Union, voire pour tous les nationaux des pays membres.

Toutes les communications doivent se faire dans la plus totale discrétion, par des liaisons hautement sécurisées et les responsables de l'Union et des pays ne doivent jamais exprimer leurs désaccords ou leurs états d'âme en public ni, évidemment, divulguer des informations secrètes. « *Le linge sale se lave en famille* » selon l'adage bien connu.

L'État-major de la DMU devrait éditer un petit manuel sur « *Ce qu'un responsable ne devrait jamais dire* ». Quelques exemples : Joe Biden qui dit en février 2022 qu'il n'enverra pas de troupes en Ukraine, ce qui revenait à dire à Poutine qu'il pouvait y aller ; les réactions de hauts responsables européens après une réponse d'Emmanuel Macron à un journaliste le 26 février 2024. L'effet fut désastreux. Quant à l'aspect dissuasif... Poutine a pu passer une très bonne nuit !

Plus ancien, François Mitterrand en 1991 au début de l'intervention en Irak qui dit qu'il n'utilisera pas l'arme nucléaire ; etc.

Manifestement, les notions « *de dissuasion* » et « *d'ambiguïté stratégique* » ne leur étaient pas familières, alors qu'elles doivent être pratiquées dans beaucoup de négociations civiles.

Même remarque en ce qui concerne les règlements de compte entre partenaires qui ne doivent pas se faire sur la place publique.

Ces réactions, totalement immatures et irresponsables sur les plans politique et stratégique, sont indignes de chefs d'États, surtout dans un contexte dramatique pour un pays que l'on soutient et qui, jusqu'à présent, nous sert de bouclier ! Les propos de Macron avaient un double but : dissuasion envers Poutine et prise de conscience du danger pour ses homologues et nos populations.

Il est fondamental que l'Union parle d'une seule voix surtout quand il est question de guerre ou de différends graves avec des pays étrangers. Certes, il est toujours difficile de sortir d'une période de confort, de paix, avec un pays qui assurait notre protection. Mais cette époque bénie s'est terminée le 24 février 2022 pour la paix et début 2025 pour la protection.

2025 s'annonce très problématique pour les Ukrainiens. Courage à eux, et merci pour ce qu'ils font !

Quant à nous, nous resterons sans Défense si l'Union continue à ne pas prendre conscience que l'accumulation de milliards pour la Défense s'avérera parfaitement inefficace si les organisations de l'Union et de la Défense ne sont pas radicalement changées !

Autre leçon à tirer de cette guerre en Ukraine concernant les Chefs d'État-major et les Dirigeants : autrefois, il était très souhaitable qu'ils soient d'excellents joueurs d'Échecs. De nos jours, il faut aussi qu'ils soient de très bons joueurs de... Poker menteur !

CREATION DE LA DEFENSE DE L'UNION

Pour la première étape de la création de la DMU, il faudrait effectuer simultanément les opérations suivantes :

- 1. Charger un Chef de Projet** de constituer une petite équipe pour définir les logiciels et les procédures qui devront être utilisés par tous pour effectuer les inventaires de leurs moyens (point 2). Puis les consolider et les rapprocher des besoins exprimés en 3.
- 2. Effectuer les inventaires de l'existant** : Les Vingt-Sept feront l'inventaire de leurs matériels liés à la défense, opérationnels, réparables, réformés mais encore utilisables, en notant de 1 à 5 les stocks de pièces disponibles pour leur maintenance ou leur remise à niveau. Ils indiqueront aussi leurs bases, leurs effectifs, leurs moyens de communication, leurs commandes en cours, etc. Bref, tous leurs moyens de défense.

3. **Effectuer l'inventaire des besoins** : outre les inventaires de l'existant, les États-Majors des armées françaises définiront tout ce qu'il leur faudrait en plus, à leur avis, pour des combats de haute intensité et de longue durée, adaptés aux nouvelles techniques de guerre. Toujours avec les mêmes logiciels, de façon à consolider les disponibilités, les besoins, les matériels réformés ou qui devraient l'être, mais qui pourraient être donnés aux Ukrainiens.
4. **Définir les Zones Militaires** en fonction des similitudes des problématiques des pays.
5. **Constituer le réseau des États-Majors** de la DMU et des Chefs des Zones Militaires.
6. **Recenser les principales entreprises des quatre Cercles** qui travaillent ou pourraient travailler pour le militaire, en précisant ce qu'ils font, leurs capacités actuelles et à échéance 2030.

Ces opérations faites, la consolidation des moyens et des hommes pourra s'effectuer, les mises en ordre de marche suivraient.

Remarques :

- Donald Trump ne respectant que les preuves de force, comme Vladimir Poutine, il sera contre-productif d'aller pleurnicher à Washington, l'un pour ses alcools, l'autre pour ses voitures, le troisième pour ..., etc., tant que l'Union n'aura pas entamé le processus de mise sur pied d'une réelle défense de l'Union, autonome et crédible, et d'une nouvelle organisation montrant qu'elle a décidé de prendre son destin en main avec fermeté.
- La Pologne, en première ligne, a commandé énormément de matériels militaires, semble-t-il au-delà de ses capacités financières (pour leur maintenance) et humaines pour les opérer. L'organisation devra permettre de la soulager financièrement et de répartir ses excès de matériels dans d'autres pays qui auront des besoins et des hommes pour les utiliser, sachant que ses achats lui seront remboursés par la Commission.

Défense de l'Europe

La défense de l'Union, puis celle de l'Europe, doivent rapidement devenir une réalité. Pour cela, l'Union doit, au plus vite, se réinventer et mettre en œuvre :

- 1. Les dix points de son organisation interne, dont le « *Comité de Direction* » ;**
- 2. Les douze points liés à sa Défense avec le « *Comité de Défense* », le « *Commandement Commun des Armées de l'Union* », les « *Zones militaires* ».**
- 3. Douze pays de l'Union** ont plus de dix millions d'habitants. Ils représentent 86 % du PIB de l'Union et de la population. Il s'agit de : Allemagne – France – Italie – Espagne – Pologne – Roumanie – Pays-Bas – Belgique – Grèce – Tchéquie – Grèce – Portugal.
Par souci d'efficacité et de bonne gestion, il faudrait concentrer sur une dizaine de membres du Premier Cercle l'essentiel des moyens de défense : les « Membres armés ». Les autres pays n'auront que les moyens nécessaires pour assurer leur sécurité du quotidien, mais ils contribueront financièrement et seront protégés par les « Membres armés ».
- 4. La DMU étant organisée**, toutes les armes d'une certaine importance lui appartiendront et seront réparties par son État-Major au mieux des besoins, des risques et des moyens humains pour les opérer. Les pays recevront alors une dotation pour couvrir les frais qu'ils devront engager pour leurs maintenances, leurs entraînements, et leurs utilisations.
Par souci d'équité et de solidarité, chaque pays sera remboursé par la Commission pour ses achats d'armements à partir d'une date à définir, qui seront mis dans le pot commun de la DMU. Ceci impliquera une dotation complémentaire à la Commission selon la clé de répartition définie précédemment, dotation à somme nulle globalement, mais qui rétablira l'équilibre pour les achats récents, comme cela aura été fait pour les dépenses du passé.
Même chose pour le nucléaire français, dès lors qu'il deviendra la « *Dissuasion de l'Union* ».
Ainsi, tous les moyens militaires seront un « *Bien Commun* » des membres de l'Union qui, au lieu que sous-traiter leur Défense au bon vouloir des Américains et de l'OTAN, ils la sous-traiteront à la DMU, l'Organisation de Défense de l'Union !
- 5. L'Organisation de Défense de l'Union (DMU) étant initiée**, le Président de l'Union, accompagné du Président français pour les raisons évoquées précédemment, devront aller voir le Président américain et le Secrétaire Général de l'OTAN pour négocier le partage de l'OTAN et/ou, à titre transitoire, le remplacement par la DMU des vingt-six membres et partenaires de l'Union.
- 6. Puis, ils devront rencontrer toutes les démocraties européennes** pour les inviter à se joindre à la DMU afin de créer la **Défense des Démocraties d'Europe, la DDE**. En parallèle, ils devront faire rédiger un projet de statut pour cette DDE, projet inspiré de celui de l'OTAN, mais mis à jour, très simplifié, et sans les pièges qu'il contient.

OTAN – DMU – DDE – DDM

PARTAGE DE L'OTAN

Pour toutes les raisons évoquées précédemment, dès que l'Union aura organisé sa défense propre (DMU) dans l'esprit de l'OTAN, il sera beaucoup plus rationnel de partager l'OTAN des cinquante membres et partenaires en deux groupes, l'un « *européen* », l'autre « *américain* », qui seront alliés avec des participations croisées et s'engageront à se soutenir mutuellement quand ce sera nécessaire... pour autant que les Américains de Trump ait envie de rester partenaire de cette « *horrible* » Europe.

Bonne occasion aussi pour reconsidérer les groupes « *Dialogue Méditerranée* », « *Initiative de coopération d'Istanbul* » et « *Partenaires dans le monde* », et faire une sérieuse remise à niveau de cette organisation obsolète qui est d'un coût et d'une lourdeur préjudiciables à ses missions.

Par ailleurs, l'OTAN est-elle prête à intervenir quand il s'agit d'attaques menées par un pays doté de l'arme nucléaire, et en premier lieu par la Russie ? Probablement non, puisque les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui étaient engagés par traités à protéger l'Ukraine si elle était attaquée, ne sont pas intervenus.

DEFENSE DES DEMOCRATIES

Je vois la Défense des Démocraties organisée dans trois cercles concentriques :

- Cercle 1 : Défense des Membres de l'Union, la **DMU** ;
- Cercle 2 : Défense des Démocraties d'Europe, la **DDE** ;
- Cercle 3 : Défense des Démocraties du Monde, la **DDM**.

Les deux entités européennes, **DMU** et **DDE**, conserveraient de l'OTAN l'essentiel des standards, des effectifs autochtones et des bases qui sont dans les pays de l'Union, dans les pays candidats à l'adhésion et dans ceux des futurs membres de la DDE.

La DDE serait constituée des armées de la DMU et de celles des pays amis proches, pays de l'OTAN ou pas, avec des statuts à préciser, sans oublier de définir les niveaux de pouvoir de décision de chacun et les clauses d'exclusion. La DMU et la DDE devront être sous commandement de l'Union, comme l'OTAN est aujourd'hui sous commandement des États-Unis.

L'entité américaine, appelée ici « *O2A : Organisation Américaine pour l'Asie* » serait sous commandement américain, et les démocraties de la zone Asie et des « *Partenaires dans le monde* », pourraient en devenir membres.

Quant aux bases américaines sur le sol de l'Union et de ses postulants, elles devraient se replier progressivement sur d'autres zones, mais sans demandes particulières de notre part.

Je pense que ces deux entités, si elles sont solidaires, seraient plus pertinentes face à la Russie et à la Chine, et plus aptes à intervenir dans les conflits régionaux.

Elles permettraient d'avoir deux groupes de pays alliés avec une Union Européen, enfin adulte, devenue la Troisième Puissance Mondiale ! Les forces conventionnelles européennes devraient être rapidement opérationnelles face à celles de la Russie et les États-Unis seraient pour nous une réassurance... avec réciprocité !

Quatre pays au moins, dont l'Union, devraient se retrouver dans l'autre organisation avec un titre de Partenaire : les États-Unis et le Canada dans la DDE, l'Union et la France dans l'O2A. La Grande-Bretagne serait probablement membre des deux organisations ainsi, peut-être, que des pays Nordiques en raison du dégel de l'Arctique. Il n'y aurait donc plus une organisation militaire bâtarde, créée pour faire face à un ennemi commun très puissant qui n'existe plus vraiment, mais deux organisations alliées, pour faire face à deux autocraties très belliqueuses, voire plus.

Autre avantage : en ayant deux organisations distinctes, nous devrions éviter que les erreurs commises par l'une ne soient aussi imputées à l'autre, comme c'est le cas actuellement. Contrairement à ce qu'il se passe avec la Chine et la Russie.

C'est aussi partager les risques en cas de conflits et éviter d'avoir des divergences sur les zones stratégiques prioritaires, maintenant différentes pour l'Europe et pour les Américains.

Pour conclure sur cette nouvelle configuration de la défense de l'Occident et sur l'absolue nécessité de l'adapter à l'état du monde, quelques remarques s'imposent :

- Quand on pense que notre destin dépend des électeurs de l'Amérique profonde car leur système électoral surreprésente les petits États, et que nous, Européens, continuons à compter aveuglément sur eux pour assurer notre sécurité et nos libertés, en partie à leurs frais et, potentiellement, avec leur sang... c'est totalement surréaliste et indécent !

Je pense que ce réveil européen, dont Donald Trump pourrait en faire une victoire personnelle, le prendrait à contre-pieds mais ne devrait pas lui déplaire.

- Notre Union sera une puissance militaire d'un niveau équivalent à celui de son économie... pour ne pas risquer de guerre sur son sol, et elle a la chance de disposer de la composante nucléaire française, indépendante, qui est maintenue à un niveau très dissuasif. Elle se situe au quatrième rang mondial et pourra être développée dans le cadre de la DMU et de la DDE. Elle devra remplacer les ogives américaines qui sont dans l'Union, en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, et se positionner de façon à bien couvrir l'Union dans sa configuration future.

Ces implantations d'ogives américaines en Europe avaient deux buts : les rapprocher de leur destinataire, et obliger les pays concernés à acheter des F35 au lieu du Rafale ou autres. Dans le cas de la protection nucléaire française, les problématiques sont très différentes : nous sommes proches du destinataire potentiel des ogives nucléaires qui sont transportés par le Rafale.

- Dans les zones Europe Centrale, Afrique, Moyen-Orient, les interventions devraient être couplées avec de l'aide au développement et de la formation scolaire et professionnelle pour lutter contre la surpopulation, la misère, le terrorisme, les migrations, et les grands Prédateurs que sont la Russie, la Chine, la Turquie, etc.
- Je pense que nous, Européens avec nos pays d'Europe centrale, sommes mieux à même que nos amis Américains de gérer nos relations avec la Russie, surtout si elle sait que la puissance militaire américaine est derrière notre propre puissance, et sachant que la sienne n'est plus ce qu'elle était, sauf sur le plan nucléaire... s'il est toujours opérationnel.

- Il est à craindre que les prochaines attaques des autocraties de l'Est se fassent simultanément sur Taïwan par la Chine et sur des pays européens par la Russie. Aussi, faut-il mieux avoir deux fers au feu qu'un seul et, comme eux, être deux entités complémentaires au lieu d'une seule, plus ou moins divisée et en opposition d'intérêts. En plus, avec l'état d'esprit qui règne aux États-Unis sous l'ère Trump-Vance, l'Europe a l'obligation de ne compter que sur elle et, dans l'hypothèse des deux fronts, il y a toutes les chances pour que l'Union se retrouve seule face à la Russie. Il vaudrait mieux qu'elle n'y soit pas « *en culottes courtes* » !
- L'Organisation Européenne de Défense se fera sans coûts supplémentaires notables dans la mesure où le budget total des vingt-sept est déjà au niveau de celui de la Chine, **qu'il s'agirait avant tout d'une question d'organisation, avec un Commandement commun comme à l'OTAN, de rationalisation, de gestion des moyens... et d'un financement équitable des vingt-sept pays, contrairement à la situation actuelle où les petits pays riches ne font pas de zèle, c'est le moins que l'on puisse dire.**

En revanche, il faudra beaucoup investir dans nos industries de Défense, ce qui est une chance pour l'Union qui s'autodétruit jusqu'à présent en achetant presque tout son armement à l'étranger. Les retombées économiques de ces investissements devraient être très importantes et bien aider à rembourser les emprunts, emprunts qui devraient être faits très majoritairement auprès des populations européennes sur une base de volontariat.

L'Union doit impérativement devenir adulte, s'émanciper de toute tutelle, être unie et avoir une défense puissante, c'est-à-dire organisée. C'est vital !

NOTES

Note 1 : L'essai « *Clés pour armer l'Union* » et son extrait « *Défense de l'Europe* » ont été pensés et écrits pour l'essentiel en 2024, avant la « *tornade Trump* », que j'avais en partie anticipée.

Je confirme toute ma construction pour l'Union et l'Europe, à ceci près que je ne suis plus persuadé que les pays démocratiques et libres de la zone Asie choisissent l'organisation américaine « *O2A* ». Il faudra en tout cas que l'ODM leur soit ouverte car, en dehors de toutes autres considérations, l'Union sera concernée par ce qui va se passer en Asie : navigation dans le détroit de Taïwan et la mer de Chine, Territoires français dans la zone, notamment.

Note 2 : La France, depuis une soixantaine d'années, a beaucoup agacé ses partenaires en prônant une certaine indépendance dans le domaine militaire et la nécessité d'avoir une défense européenne autonome. Les sous-entendus de Barack Obama et de Joe Biden la confortaient dans ses convictions et les entendus de Donald Trump ont levé tous les doutes.

Il faut espérer que ses partenaires oublieront « *son arrogance* » en lui reconnaissant le mérite d'avoir vu juste avant tout le monde, et que ses avis seront maintenant pris au sérieux, pour une vue globale et anticipative des événements en raison, notamment, de ses compétences et expériences dans les domaines militaires, qu'elle partage avec l'Ukraine et le Royaume-Uni.

Note 3 : Cas du Royaume-Uni (et, sans doute, d'autres pays à venir).

La coalition pour aider et protéger l'Ukraine, en cours de formation autour de la France et du Royaume-Uni, pose à celui-ci des problèmes d'ordre financier, mais surtout en ce qui concerne la préférence européenne dans les choix de matériels.

J'ai évoqué précédemment une éventuelle adhésion partielle à l'Union de certains de nos partenaires dans le cadre de la Défense. Il est sûrement possible de trouver une formule simple qui permette d'intégrer des pays amis dans notre organisation en créant une « **Extension Défense** ». Pour cela, ces pays paieraient leur contribution défense comme les membres de l'Union et leur pays rentrerait dans les « *Préférences européennes* ».

Aspects financiers

DEFENSE EUROPEENNE AUTONOME

Cette Défense européenne autonome qui, au fil des années devenait de plus en plus nécessaire pour la sécurité de l'Union et pour son rôle dans le monde, était rejetée par la plupart des pays européens qui refusaient de regarder la réalité en face en dépit de nombreux signaux, des derniers Présidents américains relatifs à leur « Parapluie », du Président Poutine avec ses conquêtes annoncées, et de l'évolution du monde !

Aujourd'hui, nous n'avons plus le choix avec Trump et Vance : une Défense européenne autonome est une nécessité absolue et urgente.

Étonnamment, pour tous les « *spécialistes* » qui s'expriment sur le sujet, une telle perspective nous engage sur des dépenses faramineuses pour aboutir dans cinq ans à vingt-sept défenses plus ou moins indépendantes et donc inefficaces !

Serait-ce une épreuve dans la lignée des douze travaux d'Hercule ?

Or, en 2025, tous les signaux sont au vert pour l'entreprendre au plus vite, en distinguant le court terme (2025) et le moyen terme (2025-2030).

COURT TERME

On part de ce qui existe, comme je l'ai indiqué précédemment : *inventaire des moyens disponibles*, création des organisations de Commandement : *Comité de Direction, Comité de Défense, Régions militaires, États-majors, Commandement commun type OTAN*.

Ceci devrait permettre d'avoir fin 2024 une Défense apte à faire réfléchir une Russie diminuée par sa guerre en Ukraine, et à aider celle-ci. Dans ce cadre, les engagements financiers seront mineurs, et pris en charge par les pays riches qui ont accumulé des gros retards quant à leurs participations à la Défense de l'Union, et donc à la leur.

MOYEN TERME

Pour se doter d'une défense européenne complète et de haut niveau, il faut engager des centaines de milliards. Mais, ces milliards seront-ils une dépense ou un investissement ?

- Ils seront une dépense s'ils partent très majoritairement à l'étranger, comme actuellement, ce qui est une aberration totale tant militaire qu'économique pour les pays de l'Union, et donc pour l'Union. Et une sérieuse cause de son appauvrissement.
- Ils seront un investissement s'ils restent très majoritairement dans l'Union, pour développer ses industries militaires, spatiales, numériques, de hautes technologies, avec leurs sous-traitants, les emplois, etc., et toutes les retombées économiques et fiscales de ces secteurs très importants et porteurs. Les commandes sont à passer au plus vite pour que les industriels puissent investir pour répondre à la demande.

Il sera un facteur de croissance important avec un enrichissement et des retours fiscaux très substantiels qui permettront de rembourser les emprunts contractés.

Lancer des emprunts Défense auprès des populations, comme en 14-18, serait une très souhaitable implication de celles-ci... Aux armes, Citoyens !

Conclusion

Né en avril 1940, j'ai toujours été un Européen convaincu, conscient que nos petits États et nos grandes rivalités ne pouvaient mener qu'aux désastres du passé. Ayant beaucoup voyagé, j'ai mesuré l'impact dans les pays étrangers qu'eut cette Union de six pays incluant les deux « *ennemis historiques* » : la France et l'Allemagne.

Alors, voir aujourd'hui le mépris que nous suscitons auprès des « Mâles dominants » et la déception de certains pays due à la perte du rôle qui était le nôtre dans les affaires du monde, est pour moi, et j'ose espérer pour beaucoup d'autres, insupportable. D'autant plus que nos dirigeants font tout ce qu'il faut pour susciter ce mépris par leurs soumissions, leurs lâchetés, leurs divisions où prévalent les intérêts personnels et politiques à court terme, avec des relents de jalousie ou d'animosité, de mépris ou de méfiance, qui conduisent, notamment, à un grand gâchis de nos potentiels industriels et à une cacophonie de propos contradictoires, alors que l'Union ne devrait parler que d'une seule voix et, surtout, AGIR !

Notre Union ne survivra pas si elle n'est qu'un grand marché ouvert dans lequel le chacun pour soi, l'égoïsme, l'idéologie ultralibérale, l'argent, le commerce, sont rois... et que sa défense est l'affaire des Américains : c'est tout simplement indécent, mortifère, une ineptie, un déni des réalités de l'évolution du monde !

Heureusement, Donald Trump semble avoir réveillé les principaux dirigeants européens qui, enfin, se préoccupent de la défense de l'Union.

C'est un premier pas, mais qui implique, pour qu'il ne soit pas sans lendemain, qu'une très sérieuse réforme des Institutions européennes soit effectuée très rapidement !

En effet, l'organisation actuelle de l'Union est totalement périmée car, quand se produit un phénomène nouveau important, pandémie, guerre, etc., l'Union est obligée de s'inventer des procédures spéciales, ou prendre des décisions à l'unanimité, en espérant qu'il n'y ait pas un membre pour s'y opposer... ou compter sur « un besoin pressant des opposants au moment du vote », le ridicule n'ayant plus de limite !

Le réveil militaire de mars 2025 est un parfait exemple de l'inadaptation de l'organisation de l'Union : combien de semaines faudra-t-il aux aidants de l'Ukraine et/ou futurs intervenants en cas de cessez-le-feu pour décider et s'organiser ? En cas d'attaque de la Russie, la riposte doit être enclenchée dans les minutes qui suivent, ce qui est strictement inenvisageable avec l'organisation actuelle de l'Union.

Par ailleurs, pour des sujets aussi graves que l'agression russe en Ukraine, il est impensable que les pays qui ne respectent pas les valeurs de l'Union et qui entretiennent de bonnes relations avec un pays devenu officiellement notre ennemi, puissent exercer leur droit de vote et de véto... et Présider l'Union ! Quelle confiance pouvons-nous accorder aux « *Chevaux de Troie* » quant à leurs comportements et à leurs rapports avec nos ennemis ou nos concurrents ?

La guerre en Ukraine fournit une preuve supplémentaire de la nécessité et de l'urgence de refonder l'Union dans tous les domaines, avec une mention toute spéciale pour sa défense et pour le grand disparu : l'Esprit Nation, « *l'Esprit Rugby* », la Solidarité entre les dirigeants des pays membres !

Les pays les plus riches ont-ils levé le petit doigt pour contribuer à l'effort de Défense ?

Les « *Comités de Direction et de Défense* », les « *Zones géographiques et militaires* », un « *Commandement commun des armées de l'Union* » la suppression de certaines règles, seront essentiels pour rétablir des liens et assurer notre avenir.

Cette Union était au départ une pure utopie qui, grâce à la clairvoyance de quelques personnalités de premier plan, est devenue une réalité très prometteuse, avec une ouverture aux autres pays européens. Mais l'organisation qui était adaptée à six États, voire à douze, proches et relativement similaires, et en temps de paix, est totalement inadaptée à vingt-sept nations aux passés, aux niveaux de développement, aux politiques, aux intérêts, très différents et, qui plus est, dans un contexte de guerre.

À cela s'ajoute le voisinage d'une Russie qui ne supporte pas d'avoir à sa porte des démocraties, surtout quand il s'agit d'anciens pays de l'URSS ou/et de sa Fédération. L'ennemi est moins l'OTAN, organisation militaire de défense, que les valeurs portées par les pays qui la compose et qui présentent un risque de contagion intolérable !

En 2025, pour assurer notre défense, nous n'avons plus de choix, nous ne pouvons que compter sur notre propre organisation militaire.

Jusqu'à présent, les membres de l'Union avaient sous-traité leur défense à l'OTAN commandée par un Général américain, mais c'est terminé, on ne peut plus compter sur cette protection américaine.

Ce que je suggère consiste à confier notre défense à une organisation européenne à créer (DMU/DDE/DDM) sur le modèle d'une l'OTAN simplifiée, car il est inenvisageable d'avoir des dizaines d'armées indépendantes et non coordonnées, comme actuellement, dont le rapport coûts/efficacité est lamentable et, pire, dont la crédibilité vis-à-vis de la Russie est nulle !

Voulons-nous être les « *Curiaces* » face à « *l'Horace* » russe ?

Avec la DMU/DDE, c'est l'Union qui est Maîtresse de son destin, et les prises de décisions n'impliquant qu'une petite dizaine de personnes avec une majorité renforcée, mais pas d'unanimité ni droit de veto, cette Organisation serait infiniment plus réactive pour prendre les décisions importantes. Face à deux despotes qui décident seul, nous avons l'obligation de réagir très rapidement. Toute procrastination dans l'attente que les problèmes se résolvent d'eux-mêmes est totalement exclue !

La DMU sera supérieure aux armées russes dans tous les domaines sauf pour le nucléaire. Mais il est peu probable que nous en arrivions là car la France a de quoi leur faire très mal.

Que les choses soient claires : il ne s'agit pas de repeindre les façades de l'Union, il s'agit de reprendre ses fondations ! Il ne s'agit pas non plus de donner des armes à ceux qui sont contre l'Union. Bien au contraire, cette Union est trop indispensable à la survie de nos pays, de notre civilisation, de notre Europe... mais elle pourrait très facilement faire infiniment mieux, être plus juste, plus résiliente, plus forte... et, surtout, ne plus nous laisser sans défense devant la Russie.

Si l'Union reprend son destin en main et se dote d'une authentique Défense autonome comme préconisée, elle mettra M. Poutine devant un mur que son armée traditionnelle ne pourra pas franchir, et on pourra fournir à l'Ukraine les moyens de le renvoyer dans ses frontières reconnues. Il ne lui restera que le déclenchement de la foudre nucléaire mais son entourage devrait l'en dissuader si tant est qu'il l'envisage sérieusement lui-même, ce qui est difficile à croire.

Paris, 25 mars 2025

TABLE DES MATIERES

L'Union en 2025.....	2
Déclin de l'Union.....	3
Impasse Militaire	4
Trois questions préalables	4
Nucléaire : arme de conquête.....	7
Citations.....	7
Révolution.....	9
L'Union doit se réinventer !.....	12
Reconstructions préconisées.....	13
Comité de Direction	15
Zones Géographiques suggérées.....	16
Défense actuelle	18
Vingt-sept Armées indépendantes	18
Budgets Militaires iniques.....	18
Défense de l'Union préconisée	21
Contexte.....	21
Quel type de Défense ?.....	22
Surveillance et Couverture Internet	24
Migrants.....	24
Organisation Préconisée	24
En cas de Conflit.....	30
Création de la Défense de l'Union.....	31
Défense de l'Europe	33
OTAN – DMU – DDE – DDM.....	34
Partage de l'OTAN	34
Défense des Démocraties	34
Notes	36
Aspects financiers.....	38
Défense européenne autonome	38
Court terme.....	38
Moyen terme.....	38
Conclusion	39
Table des matières.....	41